

CES

Centre d'Économie de la Sorbonne  
UMR 8174

**La Chine et les populismes occidentaux.  
Deux faces du National-Capitalisme Autoritaire**

Pierre-Yves HENIN, Ahmet INSEL

**2021.01**



# **La Chine et les populismes occidentaux**

## **Deux faces du National-Capitalisme Autoritaire**

Pierre-Yves Hénin et Ahmet Insel

2 Février 2021

### **Abstract**

Would China's economic success and the political progression of Western populisms refer to common references? In both cases, we can see, realized or postulated, the effectiveness of new forms of authoritarian capitalism. In both cases, the national reference is mobilized to legitimize levels of authoritarianism, although quite different. We therefore propose to qualify as National-Authoritarian Capitalism the syndrome that characterizes such varied politiceconomic experiences, as well as their common denunciation of the model of liberal democracy prevalent in the West. The exploration of the model drawn up by these characteristics, in their political, economic and cultural dimensions, leads to the question: should we see in Western national-populisms an Authoritarian National-Capitalism in perspective?

**Keywords :** authoritarianism ; capitalism ; nationalism ; populism

**JEL classification :** F02, P11, P30, P51

## Résumé

La réussite économique de la Chine et la progression politique des populismes occidentaux renverraient-ils à des références communes ? Dans les deux cas, nous voyons s'affirmer, réalisée ou postulée, l'efficacité de nouvelles formes d'un capitalisme autoritaire. Dans les deux cas, la référence nationale est mobilisée pour légitimer des niveaux d'autoritarisme, il est vrai bien différents. Nous proposons donc de qualifier de National-Capitalisme Autoritaire le syndrome qui caractérise des expériences politico-économiques aussi variées, qu'unit par ailleurs leur dénonciation du modèle de démocratie libérale prévalent en Occident. L'exploration du modèle que dessinent ces caractéristiques, dans leurs dimensions politiques, économiques et culturelles, conduit à s'interroger : faut-il voir dans les nationaux-populismes occidentaux un National-Capitalisme Autoritaire en perspective ?

## Introduction

Loin de la victoire définitive qui leur était promise à la chute des régimes communistes, quand le politologue américain Francis Fukuyama évoquait prématurément la 'fin de l'Histoire', le capitalisme libéral et le modèle démocratique occidental se sont trouvés confrontés à une double contestation, simultanément interne et externe. De l'extérieur, sous l'influence des succès du modèle chinois, l'exemple d'un système conciliant l'efficacité économique et l'autoritarisme politique a apporté une légitimation à divers régimes non démocratiques. De l'intérieur, des pays bien engagés dans une transition démocratique sont revenus à des pratiques autoritaires, sans pour autant remettre en cause leur adhésion au capitalisme. Dans le même temps, la montée des populismes soumet à rude épreuve le mode de fonctionnement des démocraties les plus anciennes, en Europe et aux États-Unis.

Alors que l'affrontement engagé entre la Chine et les États-Unis est parfois interprété comme manifestant la rivalité de deux systèmes, dans laquelle « il ne s'agit plus seulement [pour Pékin] d'équilibrer l'Amérique mais de faire la démonstration de la supériorité du modèle autoritaire sur le système

démocratique »<sup>1</sup>, le résultat des élections du 3 novembre 2020 conduit à s'interroger. Le large soutien dont a bénéficié le président Trump, au terme d'une campagne au contenu radical et parfois caricatural, montre que la contestation du système de démocratie libérale est aussi prégnante dans le pays qui a longtemps incarné ce système. Toutefois, à la différence de précédentes remises en cause du modèle occidental, cette contestation ne vise pas la nature capitaliste du système. Elle s'accommode au contraire des effets inégalitaires d'un système de dérégulation maximale.

Cette association des manifestations d'un rejet des règles démocratiques avec la fidélité maintenue au capitalisme nous paraît constitutive d'un syndrome commun aux multiples exemples contemporains de montée de l'autoritarisme et d'expériences dites 'illibérales'. Nous proposons d'interpréter ce syndrome comme manifestation d'un système politico-économique de National-Capitalisme Autoritaire, qui par les diverses modalités qu'il peut revêtir, constitue aujourd'hui une menace majeure pour les démocraties libérales.

A l'appui de cette proposition, nous introduirons d'abord les différentes dimensions constitutives du National-Capitalisme Autoritaire, puis les mécanismes économiques, politiques et culturels mobilisés par ce système. Nous verrons ensuite comment cette analyse permet de considérer les nationaux-populismes occidentaux à travers un nouveau prisme, comme des NaCA en perspective.

### **Les dimensions du National Capitalisme Autoritaire**

La rémanence, ou la résurgence de régimes autoritaires, même dans des pays adhérents au capitalisme, a été le premier écart constaté au boulevard annoncé à une généralisation du modèle démocratique occidental. Ainsi, l'historien israélien Azar Gat écrivait-il en 2007 que, à côté de la menace que représente l'islamisme radical, « le deuxième défi, plus important encore, découle de la montée en puissance de grandes puissances non démocratiques : les anciens rivaux de la guerre froide de l'Occident, la Chine et la Russie, qui opèrent désormais sous des régimes capitalistes autoritaires plutôt que

---

<sup>1</sup> D. Moisi, *La nouvelle guerre froide a commencé*, Débat organisé par Ouest-France, 20 juillet 2020, <https://ledrenche.ouest-france.fr/une-nouvelle-guerre-froide/>

communistes. Les grandes puissances capitalistes autoritaires ont joué un rôle de premier plan dans le système international jusqu'en 1945. Ils sont absents depuis lors. Mais aujourd'hui, ils semblent qu'ils sont prêts pour un retour en force.»<sup>2</sup> On ajouterait aujourd'hui à ce constat la 'fatigue' démocratique qui affecte les démocraties libérales.

### *Du capitalisme d'État au capitalisme autoritaire*

Avant de s'imposer en tant que tel, le syndrome d'un nouveau modèle de capitalisme autoritaire a pu être masqué par la persistance de modalités d'un capitalisme d'État. Pour nombre d'auteurs, les expériences nationales de retour de l'État relèvent plutôt d'une résurgence du capitalisme d'État. Ian Bremmer considère ainsi que le retour à l'interventionnisme étatique qui a suivi la crise financière de 2008 a nourri « le phénomène ample et complexe du capitalisme d'État »<sup>3</sup>, tandis que Kurtlantzick se propose de montrer comment le retour de l'étatisme est en voie de transformer le monde<sup>4</sup>. Cette référence à un capitalisme d'État est fréquemment utilisée aussi pour qualifier le freinage, voire l'inversion du mouvement de libéralisation de l'économie chinoise<sup>5</sup>. En juin 2020, l'ambassadeur Robert Lighthizer, représentant des États-Unis pour le commerce, indiquait la nécessité pour le prochain directeur général de l'OMC de reconnaître que « la Chine 'is a state capitalim' »<sup>6</sup>.

Ces travaux ont pu contribuer à une analyse de nouvelles modalités de l'appropriation ou du contrôle public des entreprises. En revanche, les

---

<sup>2</sup> Azar Gat, "The Return of Authoritarian Great Powers", *Foreign Affairs*, juillet/août 2007.

<sup>3</sup> Ian Bremmer, "State Capitalism Comes of Age, The End of the Free Market?", *Foreign Affairs*, vol. 88 (3), mai 2009, p. 40.

<sup>4</sup> Joshua Kurlantzick, *State Capitalism: How the return of Statism is Transforming the World*, Oxford University Press, 2016.

<sup>5</sup> Michael Hirson, *State Capitalism and the Evolution of "China, Inc."*. Key Policy Issues for the United States, Testimony before the U.S.-China Economic and Security Review Commission, 7 février 2019; K.S. Tsai and B. Naughton, "Introduction: State Capitalism and the Chinese Economic Miracle", in : *State Capitalism, Institutional Adaptation and the Chinese Miracle*, Cambridge University Press, 2015, p. I.

<sup>6</sup> D. Lawder, A. Shalal, *USTR Lighthizer says bilateral trade pacts conflict with multilateral trading system*, Reuters, 17 juin 2020.

privatisations et les dérégulations qui accompagnent diverses expériences de capitalisme autoritaire ne permettent pas au concept de capitalisme d'État de couvrir l'ensemble de ce champ d'analyse. Par ailleurs, la notion de *state capitalism* ne rend pas compte de la diversité des rôles que l'État assigne à son intervention dominante dans l'économie : promotion du bien-être (*welfare state*), mise en œuvre d'une stratégie de développement (*developmental state*) ou engagement d'un dispositif prédateur au profit d'intérêts particuliers des personnes ou des organisations (*predatory state*)<sup>7</sup>.

C'est clairement au rôle d'un *developmental state* que répond le modèle mis en œuvre à Singapour par Lee Kwan Yew<sup>8</sup>, prototype des configurations modernes d'un capitalisme autoritaire, mais c'est sa pertinence pour qualifier le modèle politico-économique chinois qui a imposé l'expression de capitalisme autoritaire comme catégorie d'analyse<sup>9</sup>. Comme l'écrivait un éditorialiste en 2009, «la Russie se dirige vers le modèle d'affaires chinois»<sup>10</sup>. Que l'expression soit employée par certains des meilleurs analystes du régime instauré en Hongrie par Orbán élargit considérablement sa portée, en suggérant que le capitalisme autoritaire est une référence pertinente pour l'analyse des mouvements populistes occidentaux.<sup>11</sup> Ces évolutions, incluant la transformation opérée dans la Turquie d'Erdoğan<sup>12</sup>, conduisent à élargir l'analyse de Chellaney qui voyait dans le capitalisme autoritaire un phénomène essentiellement post-communiste et asiatique.

---

<sup>7</sup> Dorottya Sallai et Gerhard Schnyder, "What is 'Authoritarian' about 'Authoritarian Capitalism'? The dual erosion of the private-public divide in state-dominated business systems", *Business and Society*, en ligne, janvier 2020, p. 1.

<sup>8</sup> Christopher Lingle, *Singapore's authoritarian capitalism. Asian values, free market illusions and political dependency*, Barcelona and Fairfax (VA), 1996. Singapour a été, verrons-nous, pris comme modèle par les dirigeants chinois depuis Deng Xiaoping.

<sup>9</sup> Cf. Entérinant une pratique courante dans la littérature, Michael A. Witt et Gordon Redding ont consacré ce qualificatif du modèle chinois dans leur contribution au *Oxford Handbook of Asian Business Systems*, (eds. M.A. Witt and G. Redding), Oxford University Press, 2014, p.11.

<sup>10</sup> J. Lee, "Western vs. Authoritarian Capitalism", *The Diplomat*, 18 juin 2009.

<sup>11</sup> Gábor Scheiring, *Lessons from the Political Economy of Authoritarian Capitalism in Hungary*, TNI, Challenging Authoritarianism Series |1|, avril 2018.

<sup>12</sup> Ahmet Insel, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, Paris, 2017.

### *Une justification commune : la référence nationale*

La multiplication des expériences de capitalisme autoritaire, réalisé ou en devenir, conduit à s'interroger sur les facteurs d'attractivité de ce modèle. La réponse que nous proposons réside dans l'intégration d'une référence nationale, qui répond au besoin de légitimation intrinsèque à tout régime autoritaire. Si, en effet, les régimes totalitaires qui ont marqué l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle pouvaient reposer sur l'association d'un système répressif strict et d'un carcan idéologique, les régimes autoritaires du XXI<sup>ème</sup> siècle doivent mobiliser des dispositifs de légitimation plus variés et plus subtils. Pour Johannes Gerschewski, cette légitimation est le premier des piliers sur lesquels les régimes autoritaires peuvent s'appuyer dans la durée<sup>13</sup>. A côté des performances réalisées, ou revendiquées, l'invocation d'une dimension identitaire, dont le pouvoir constituerait une incarnation, se trouve au cœur des discours de légitimation. Certes susceptible de varier en fonction des particularités historiques et culturelles propres à chaque pays, la dimension identitaire trouve son expression pratique dans la référence nationale. Pour intégrer pleinement cette perspective, nous proposons de qualifier de *National-Capitalisme Autoritaire -NaCA-* le modèle politico-économique caractéristique des multiples expériences qui, dans ce premier quart du XXI<sup>ème</sup> siècle, combinent à des degrés divers une organisation économique capitaliste avec des institutions et des pratiques politiques autoritaires.<sup>14</sup>

L'exemple chinois peut être ici invoqué. Cheng Chen souligne que « les idées nationalistes constituent la véritable plate-forme idéologique sur laquelle les régimes chinois d'après Deng et russe post-soviétique ont fondé leur pouvoir »<sup>15</sup>. La question reste certes discutée. D'un côté, on peut relever que le

---

<sup>13</sup> Johannes Gerschewski, *The Three Pillars of Stability: Legitimation, Repression and Co-optation in Autocratic Regimes*, *Democratization*, vol 20 (1) 2013, pp. 13-38. Cf aussi les contributions à l'ouvrage collectif sous sa coordination, *Justifying Dictatorship: Studies in Autocratic Legitimation*, Routledge, 2018.

<sup>14</sup> Il ne s'agit pas pour nous de céder à un anglicisme, mais le terme de « national-capitalisme » possède une capacité d'interpellation plus spécifique que la simple évocation, plus ambiguë, d'un 'capitalisme national' de même que l'expression de « socialisme national » ne fait pas système, à la différence de celle de National-Socialisme. L'anagramme NaCA se décline en anglais, NACa, pour *National Authoritarian Capitalism*.

Parti communiste chinois a cessé de dénoncer le nationalisme, en tant que dévoiement du patriotisme, à la fin des années 1980, au moment même où le besoin de légitimation des nouvelles orientations économiques et sociales s'imposait, avant de s'accommoder de son extension dans la société et de l'exploiter à son profit.<sup>16</sup> L'étude des différentes campagnes d'éducation patriotique permet d'identifier un véritable nationalisme d'État – *a state-led nationalism*<sup>17</sup>. Les dirigeants chinois ont considéré que « 'l'incident de Tienanmen' illustre les conséquences fatales de la perte des 'piliers spirituels' qu'avaient constitué le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong qui avaient poussé le peuple à supporter et même à se sacrifier pour le régime [...] Ils ont rejeté les efforts déployés par les conservateurs pour restaurer l'idéologie maoïste et cherché quelque chose qui puisse remplacer le dogme marxiste-léniniste comme idéologie permettant de maintenir la cohérence du peuple chinois. Le nationalisme fut ainsi redécouvert »<sup>18</sup>.

Cependant, nombre d'auteurs contestent la responsabilité du pouvoir dans la montée du nationalisme en Chine à partir de 1990, qui serait plutôt la manifestation d'une résurgence culturelle répondant aux mutations économiques et sociales affectant le pays<sup>19</sup>, ou la réponse à des menaces extérieures<sup>20</sup>. En effet il convient de distinguer le nationalisme des élites et celui du peuple, qui peut prendre la forme d'un ethno-nationaliste Han, en confrontation avec un nationalisme d'État officiellement multi-ethnique.<sup>21</sup> Cet affichage d'un

---

<sup>15</sup> Cheng Chen, *The Return of Ideology: The Search for Regimes Identities in Postcommunist Russia and China*, University of Michigan Press, 2016, cité par Bo Petersson, dans sa revue de l'ouvrage, in *Nationalities Papers*, vol. 46 (4), 2017, p. 728.

<sup>16</sup> Emilie Frenkiel, *Conditional Democracy: The Contemporary Debate on Political Reform in Chinese Universities*, European Consortium for Political Research, 2015, p. 127-142.

<sup>17</sup> Suisheng Zhao, "A State-Led Nationalism: The Patriotic Education Campaign in Post-Tiananmen China", *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 31 (3), 1998, pp. 287-302.

<sup>18</sup> Shuisheng Zhao, *ibid.*, p. 289 ; cf. aussi *A nation-state by construction: Dynamics of the Modern Chinese Nationalism*, Stanford University Press, 2004, p. 8.

<sup>19</sup> Pang Qin, "The rise of cultural nationalism in contemporary China: the main content and causes", *Elixir Social Science*, 36, 2011, pp. 3361-3365.

<sup>20</sup> Jia Qinggao, "Disrespect and Distrust: The external origins of contemporary Chinese nationalism", *Journal of Contemporary China*, 2005, vol. 14, n° 42, pp.11-12.

nationalisme officiel multi-ethnique n'empêche d'ailleurs pas le pouvoir chinois de mener des politiques brutales de répression et d'assimilation dans ses provinces de l'Ouest. L'essentiel pour le pouvoir serait de rester maître du contenu de la référence nationale à mobiliser, pour éviter de susciter un mouvement non contrôlé qui puisse menacer la stabilité sociale.<sup>22</sup>

A l'exemple de la communication de Vladimir Poutine, la mobilisation d'une référence nationale-identitaire est en général moins complexe que dans le cas chinois, même si elle peut se mêler d'une dimension supplémentaire, religieuse par exemple comme dans le cas de la Turquie réislamisée d'Erdogan. Au-delà de la variété des formulations adoptées, il convient, nous semble-t-il, d'approfondir la dimension nationale-identitaire qui joue un rôle régulateur central. On peut évoquer à ce propos la distinction, aujourd'hui discutée, introduite par Hans Kohn en 1944, entre un *eastern nationalism* et un *western nationalism*<sup>23</sup>, renvoyant à l'opposition d'un nationalisme civique, quelque peu idéalisé, et d'un nationalisme ethnique. Pour cet auteur, « le nationalisme français est né (comme en Angleterre et aux Etats-Unis) dans un mouvement d'enthousiasme généreux pour la cause de l'humanité [...] Les nationalismes [de l'Est], privés de cette inspiration initiale, se sont construits autour d'objectifs louables, mais plus étroits, auto-centrés et antagonistes »<sup>24</sup>. Anatol Lieven a montré comment le nationalisme américain lui-même était partagé entre ces deux conceptions, d'un nationalisme civique dominant dans la culture politique établie et d'un nationalisme 'antithétique', aux racines ethnoreligieuses, renouant avec la conception du président Jackson au XIXe siècle<sup>25</sup>.

Dans l'imaginaire social-historique mobilisé par les NaCA, le 'national' renvoie souvent à un projet de refondation civilisatrice accompagné de la

---

<sup>21</sup> Duan Xiaoling, "Unanswered Questions: Why We may be Wrong about Chinese Nationalism and its Foreign Policy Implications", *Journal of Contemporary China*, vol. 26, n°108, 2017, p. 889. La complexité de la définition d'une nation chinoise a été bien analysée par Mark Elliott, "La Chine moderne, Les Mandchous et la définition de la nation", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006/6, pp. 1447-1477.

<sup>22</sup> Duan Xiaoling, *ibid.*, p. 895.

<sup>23</sup> Hans Kohn, *The Idea of Nationalism*, 1944, réédition Transaction Publishers, 1967.

<sup>24</sup> *Op. cité*, p. 572.

<sup>25</sup> Anatol Lieven, *America Right or Wrong : An Anatomy of American Nationalism*, Oxford University Press, 2004, p.5. Cette distinction prend tout son sens avec la montée du courant populiste illustrée par le succès de Donald Trump.

promesse de retrouver une grandeur perdue<sup>26</sup>, à l'image du slogan « *Make America Great Again* ». Il permet de parer les politiques adoptées d'un caractère authentique, local, originaire. Cette conception, que nous observons actuellement dans des pays aussi variés que la Hongrie, l'Inde, la Turquie, la Malaisie et, bien entendu, la Chine, pourrait illustrer la notion d'un nationalisme oriental, au sens de Kohn. En effet, « si l'idée du nationalisme occidental, au moins dans sa forme idéale, met en avant l'universalisme, la rationalité et la capacité de dépassement, les nationalismes de l'Est privilégient les identités nationales spécifiques, une relation émotionnelle à l'histoire plutôt qu'une vision transcendante. Les nationalistes de l'Europe centrale et Orientale se fondent sur des mythes du passé, des rêves d'avenir et des traditions intellectuelles propres pour concevoir 'une patrie imaginaire, étroitement enracinée dans le passé, dénuée de connexion immédiate avec le présent et que l'on espère voir devenir une réalité politique' »<sup>27</sup>.

Un point essentiel, commun à la construction des systèmes de validation des pratiques autoritaires, est la définition de l'identité par opposition à un ennemi national, ethnique, culturel ou politique. Ceci explique l'effet paradoxal de l'imposition de sanctions internationales, souvent retournées au profit des pouvoirs autoritaires. Voyant validé leur représentation manichéiste, les régimes autoritaires peuvent appeler à faire front contre l'ennemi extérieur<sup>28</sup>. On trouve là une réalisation de la conception de Carl Schmitt qui écrivait dans *La notion de politique*, que l'essence du politique « se trouve dans un comportement commandé par l'éventualité effective d'une guerre, dans le clair discernement de la situation propre qu'elle détermine et dans la tâche de distinguer correctement l'ami et l'ennemi ».<sup>29</sup> On pourrait poursuivre cette exploration d'éventuelles

---

<sup>26</sup> Viktor Orban déclarait en février 2018, « Nous ne voulons pas être divers et nous ne voulons pas être mélangés [...] Nous voulons rester comme nous étions il y a 1100 ans, ici dans le bassin des Carpates », cité par Krastev et Holmes, *op. cité*, p. 119.

<sup>27</sup> Kohn, *op. cité*, p. 330, et introduction de C. Calhoun, p. xxxii. Pour une discussion et une actualisation de l'approche de Kohn, cf. Erika Harris, "What is New about 'Eastern Nationalism' and What are the Implications for Studies of Ethnicity Today", *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 18 (3), 2012, pp. 337-357.

<sup>28</sup> Julia Grauvogel and Christian von Soest, "Claims to legitimacy count: Why sanctions fail to instigate democratisation in authoritarian régimes", *European Journal of Political Research*, 53, 2014, p. 637.

<sup>29</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique - Théorie du partisan*, Paris, 1992, p. 64. Selon Sebastian Veg, Schmitt est une référence pour des juristes chinois qui « proposent une sorte

racines de ce schéma dans l'histoire des idées politiques en relevant que, pour Marc Parmentier, « Carl Schmitt rapproche sa propre définition du politique comme la discrimination de l'ami et de l'ennemi, neutralisée par le libéralisme, de la détermination hobbesienne de l'état de nature comme état de guerre de tous contre tous »<sup>30</sup>, une vision clairement opposée à celle de Locke, incontesté précurseur du libéralisme.

Plus généralement, dans un pays par ailleurs capitaliste, la référence nationale permet de gérer l'ambivalence d'une stratégie de libéralisation économique revendiquant également une posture protectrice, donc rassurante. Certains auteurs, comme Cheng Chen<sup>31</sup>, ont considéré que l'absence d'un fondement idéologique ne permettrait pas aux expériences chinoise ou russe de se constituer en modèle. Or un nationalisme identitaire peut constituer un substitut puissant à l'idéologie comme ciment d'un modèle socioéconomique tout en offrant l'avantage d'une large capacité d'adaptation aux données spécifiques. Il présente un caractère rassembleur en mobilisant les facteurs d'identification historiques, culturels et religieux<sup>32</sup> et en masquant les différences d'intérêt qui peuvent naître d'une mobilisation concurrentielle des ressources dont, en particulier, de la main d'œuvre.<sup>33</sup> Dans une perspective national-populiste, il se nourrit de l'affaiblissement de l'hégémonie culturelle des démocraties libérales, auquel il contribue par ailleurs.

L'expression de national-capitalisme autoritaire que nous proposons pour qualifier un type d'organisation politico-socio-économique, ou une expression proche, se trouve occasionnellement dans la littérature. Pour Christian Saint-Etienne, « Trump a inventé le national-capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle, le pendant du national-socialisme au XX<sup>e</sup> siècle » tandis que « Xi a perfectionné l'alliance

---

d'alternative au constitutionalisme libéral », cité par François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud, 2017, p.210.

<sup>30</sup> Marc Parmentier, « Hobbes et le libéralisme », *Cahiers philosophiques*, 2008, n° 4, p.89.

<sup>31</sup> Cheng Chen, “‘Authoritarian Capitalism’ in Post-Communist Russia and China: Regime Ideology-Building in Comparative Perspective”, *APSA 2010 Annual Meeting Paper*, voir notes spécifiques, accessible: <https://ssrn.com/abstract=1644330>

<sup>32</sup> Voir Olivier Da Lage, (sous la dir.), *L'essor des nationalismes religieux*, Demopolis, Paris, 2018.

<sup>33</sup> Jean-François Bayart, *L'impasse national-libéral. Globalisation et repli identitaire*, La Découverte, Paris, 2017, souligne la concomitance de l'expansion du capitalisme et de l'universalisation de l'État-nation.

entre un capitalisme absolu et un parti unique de plus en plus totalitaire, jusqu'à la négation complète de toute liberté politique. Au national-capitalisme démocratique de l'un répond le national-capitalisme totalitaire de l'autre »<sup>34</sup>. Gábor Scheiring évoque dans un ouvrage récent la « variété des capitalismes d'État autoritaires »<sup>35</sup>, qui se profilent aussi dans le programme de dirigeants populistes, comme celui de Bolsonaro « composé de capitalisme, de nationalisme, d'autoritarisme et de fondamentalisme religieux »<sup>36</sup>. En 1993, Michael Mann qualifiait de « capitalisme national autoritaire », le modèle de croissance prusso-allemand de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, caractérisé par une dérive du conservatisme libéral vers un communautarisme xénophobe sous l'effet du nationalisme<sup>37</sup>, ouvrant ainsi une piste intéressante sur laquelle nous reviendrons. Peter Bloom utilise incidemment l'expression de « capitalisme autoritaire national » pour souligner le rôle du discours identitaire-culturaliste des dirigeants dans la légitimation de capitalismes autoritaires : « Il est important de noter que la résistance [des autorités] ne vise pas le capitalisme lui-même, mais un capitalisme 'exploiteur' qui leur est imposé par de sinistres forces mondiales. Il s'agit donc d'un nouveau fantasme du '*capitalisme autoritaire national*', selon lequel un dirigeant ou un régime ne peut diriger l'économie pour 'le bien du peuple' qu'en fonction de ses conditions culturelles spécifiques et uniques ».<sup>38</sup> Enfin Aaron L. Friedberg soutient que le régime issu de cette combinaison particulière des caractéristiques économiques et politiques observables en Chine et en Russie doit être décrit par le terme de « capitalisme autoritaire nationaliste »<sup>39</sup>.

---

<sup>34</sup> Christian Saint-Etienne, *Trump et Xi Jinping, les apprentis sorciers*, Nouvelle édition augmentée, Edition de l'Observatoire, 2020, pp. 103 et 263.

<sup>35</sup> Gábor Scheiring, *The Retreat of Liberal Democracy, Authoritarian Capitalism and the Accumulation State in Hungary*, Palgrave Macmillan, 2020, p. 333.

<sup>36</sup> Raphaël Gutmann, "Le Brésil sous Bolsonaro, Un pays au paroxysme de ses traumatismes", *Etudes*, 2019/11, p.13.

<sup>37</sup> Michael Mann, *The Sources of Social Power: volume 2, The Rise of Classes and Nation-States*, Cambridge University Press, 1993, p. 325.

<sup>38</sup> Peter Blomm, *Authoritarian Capitalism in the Age of Globalization*, Edwar Elgar Publishing, Massachusetts, 2016, p. 52.

<sup>39</sup> Aaron L. Friedberg, *The Authoritarian Challenge. China, Russia and the Threat to the Liberal International Order*, The Sasakawa Peace Foundation, Tokyo, 2017, p.12.

### ***Objectifs et caractéristiques : du NaCA aux populismes contemporains***

Il nous appartient à ce stade de revenir sur la caractérisation du NaCA comme modèle d'organisation socio-économique et politique, répondant à deux objectifs politiques et économiques essentiels :

-Sur le plan politique, assurer la légitimation dans la durée d'un système de pouvoir, fondé sur une auto-sélection des cadres dirigeants, échappant aux limites et contrôles d'institutions démocratiques. Les moyens mobilisés en vue de cet objectif varient en fonction du degré d'autoritarisme du régime considéré, à un moment donné ;

-Sur le plan économique, assurer la coexistence d'un dispositif d'incitations individuelles au travail et à l'entreprise, avec un contrôle étatique fort, direct et indirect, sur les mécanismes sociaux et les centres de décision privés.

De ces objectifs découlent les caractéristiques fondamentales qui nous paraissent définir cette modalité du capitalisme :

-La production est réalisée par des entreprises qui ne sont pas majoritairement détenues par l'État et qui sont autonomes dans leur gestion courante et interviennent sur des marchés ouverts à la concurrence ;

-La régulation politique repose sur le recours à des mécanismes autoritaires qui réduisent ou suppriment l'exercice des libertés publiques et le jeu des contre-pouvoirs institutionnels notamment juridiques.

Dans ce contexte de limitation des libertés publiques, le pouvoir politique recherche à obtenir le soutien, actif ou passif, des citoyens en cultivant le sentiment d'adhésion à des valeurs communes. Celles-ci sont présumées résulter directement de l'appartenance à une communauté nationale, sans médiation par des élites culturelles.<sup>40</sup> L'énoncé de ces caractéristiques fait ressortir le socle commun qui rapproche les expériences historiques de régime capitaliste

---

<sup>40</sup> “Ces autocraties s'opposent ouvertement à la démocratie de type occidental, en se disant fondées sur des alternatives supérieures ou plus appropriées aux conditions locales, comme le communisme, un système religieux, ou une tradition culturelle”, Ch. Carothers, “The Surprising Instability of Competitive Authoritarianism”, *Journal of Democracy*, vol. 29 (4), octobre 2018, p. 133.

autoritaire, voire parfois dictatorial comme dans la Chine de Xi Jinping, et les mouvements politiques populistes, qu'ils se revendiquent ou non de cette logique.

A partir de ce socle de caractéristiques, le national-capitalisme autoritaire comporte des modalités très diverses selon les pays. Ces modalités peuvent répondre à des fondamentaux culturels ou religieux, à des dotations en ressources, au contexte géopolitique ou à des dynamiques démographiques ainsi que, pour une grande part, à des trajectoires historiques propres au pays considéré, qu'il relève d'un système de NaCA institué ou d'une phase expérimentale de déploiement d'un programme populiste dans les expériences occidentales.

### *Des variétés de l'autoritarisme*

Le concept de régime autoritaire, introduit par J. Linz en 1964 pour qualifier l'Espagne franquiste qui ne répondait pas aux critères d'un régime totalitaire<sup>41</sup>, recouvre une large gamme de situations politiques. Cet effort de définition souligne l'importance que revêt la multiplication, à côté des États totalitaires et de dictatures avérées, de régimes politiques hybrides<sup>42</sup>. Pour avoir signalé en 1997, « la montée de la démocratie illibérale », Fareed Zakaria fait figure de précurseur depuis que cette expression a été revendiquée et popularisée par Victor Orban.<sup>43</sup> Refusant cette association paradoxale de la démocratie et de l'illibéralisme, Janos Kornai considère l'actuel régime hongrois comme autocratique, par opposition à un régime dictatorial.<sup>44</sup> En revanche, c'est bien

---

<sup>41</sup> Juan J. Linz, "An authoritarian regime: Spain", in (E. Allardt and Luttinen, eds.), *Cleavages, ideologies and party systems. Contributions to comparative political sociology*, The Academic Bookstore, Helsinki, 1964, pp. 291-341.

<sup>42</sup> Matthijs Bogaards a proposé une analyse approfondie des critères de définition de ces régimes hybrides dans son article : "How to Classify Hybrid Regimes? Defective Democracy and Electoral Authoritarianism", *Democratization*, 16 (2), avril 2009, pp. 399-423.

<sup>43</sup> F. Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, vol. 76 (6), November 1997, p. 22.

<sup>44</sup> János Kornai, "Hungary's U-Turn", *Capitalism and Society*, vol. 10 (1), 2015.

pour dénoncer un régime dictatorial que Kornai s'alarme du tournant 'monstrueux' de la politique chinoises sous Xi Jinping.<sup>45</sup> Si l'on s'en tient aux régimes autoritaires, la variété des qualificatifs recouvre la diversité des situations ou des angles d'analyse. Dans la mesure où une forme de validation électorale est maintenue, Levitsky et Way retiennent l'expression d'« autoritarisme concurrentiel »<sup>46</sup>, tandis que le recours à diverses modalités d'encadrement de la vie politique et des consultations électorales a conduit à parler de « démocratie administrée- *managed democracy* »<sup>47</sup>. Proposé notamment par Pierre Hassner pour qualifier la situation de pays en transition<sup>48</sup>, le néologisme de démocrature est aujourd'hui utilisé pour dénoncer la dérive qui consiste à habiller d'une façade démocratique la réalité de régimes s'écartant de l'État de droit, par ailleurs capitalistes, dans une association que relève Nicolas Baverez : « La démocrature retourne contre la liberté politique le capitalisme et la technologie. Elle reconnaît le capitalisme –notamment dans sa dimension d'accumulation des richesses- mais ne répond pas aux exigences d'un marché régulé par le droit »<sup>49</sup>.

Le maintien de consultations électorales, plus ou moins biaisées, voire factices, revêt certes un objectif de légitimation. Dans la modalité de l'autoritarisme concurrentiel, « l'introduction [ou, plus souvent, la survivance] d'élections multipartites, bien que manipulées, permet au leader autoritaire de revendiquer une légitimité démocratique » et « elle joue à ce titre un rôle plus important dans le processus de légitimation », remarquent Dukalskis et Gerschewski.<sup>50</sup> Pour le cas russe, Krastev et Holmes rappellent que les

---

<sup>45</sup> János Kornai, Economists share blame for China's 'monstrous turn', *Financial Times*, July 10 2019., consulté le 20/01/2021 à l'adresse: <https://www.ft.com/content/fl0ccb26-a16f-11e9-a282-2df48f366f7d>.

<sup>46</sup> Steven Levitsky and Lucan Way, "Elections without Democracy: The Rise of Competitive Authoritarianism", *Journal of Democracy*, vol. 13 (2), avril 2002, p. 51, aussi Ch. Carothers, "The Surprising Instability of Competitive Authoritarianism", *Journal of Democracy*, vol. 29(4), octobre 2018, p. 129-135.

<sup>47</sup> T. Czillag et I. Szeleni, "Drifting from Liberal Democracy: Traditionalist/ Neoconservative Ideology of Managed Illiberal Democratic Capitalism in Post-Communist Europe", *Intersections. East European Journal of Society and Politics*, vol. 1 (1), 2015, p. 18.

<sup>48</sup> Dans une contribution à l'ouvrage collectif *Vents d'Est, Vers l'Europe des États de droit*, PUF, 1990.

<sup>49</sup> Nicolas Baverez, "Les démocratures contre la démocratie", *Pouvoirs*, n°169, 2019 (2), p. 6.

« scrutins truqués ont été les rouages de la machinerie qui permettait à Poutine d'exercer son pouvoir. Tout d'abord, ces scrutins récurrents ont aidé à construire et à imposer, de manière répétée, la logique de l'absence d'alternative propre au règne de Poutine [...] Elles offraient aussi périodiquement au parti officiellement au pouvoir des occasions de changer d'image »<sup>51</sup>.

Un autre avantage des élections tronquées résulte du phénomène dit du « dilemme du dictateur », défini par Ronald Wintrobe. Plus la répression s'accroît, « plus la population a peur d'exprimer ou de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire au pouvoir ; le moins, en conséquence, le dictateur est informé de ce que les gens pensent et envisagent, et le plus il a des raisons de se méfier d'eux »<sup>52</sup>. Les élections peuvent alors contribuer à la révélation d'une information, et à prévenir la montée d'un phénomène de crainte bilatérale du pouvoir autoritaire et d'une population bridée dans ses libertés.

On ne saurait mesurer l'autoritarisme à la seule manipulation des processus électoraux. Sallai et Schnyder, ayant remarqué que « peu d'articles utilisant le concept de 'capitalisme autoritaire' définissent ce que signifie le mot 'autoritaire' » dans cette expression, le définissent comme « une intervention de l'État qui dénie certains droits individuels fondamentaux, politiques et économiques. Cette intervention constitue donc une transgression du principe d'autolimitation du pouvoir gouvernemental impliqué par l'État de droit »<sup>53</sup>. Cette transgression, observable en Chine comme en Hongrie ou en Turquie, bien qu'à des degrés très différents, est aussi pour Levitski et Ziblatt au cœur du processus de fragilisation des démocraties.<sup>54</sup>

Comme les autres manifestations de l'autoritarisme, cette transgression peut revêtir des modalités plus ou moins fortes, d'une dictature avérée à une

---

<sup>50</sup> Alexander Dukalskis et Johannes Gerschewski, "What autocracies say (and what citizens hear): proposing four mechanisms of autocratic legitimation", *Contemporary Politics*, vol. 23 (3), 2017, pp. 257-260.

<sup>51</sup> Ivan Krastev et Stephen Holmes, *Le moment illibéral, Trump, Poutine, Xi Jinping, Pourquoi l'Occident a perdu la paix*, Fayard, 2019, pp. 160, 161.

<sup>52</sup> Ronald Wintrobe, *The Political Economy of Dictatorship*, Cambridge University Press, 1998, p. 39.

<sup>53</sup> Ce critère a été proposé par D. Chen et S. Deakin, "On heaven's lathe: State, Rule of Law and Economic Development", *Law and Development Review*, 8(1), 2015, p. 12-145.

<sup>54</sup> Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *La mort des démocraties*, Calmann-Levy, 2019.

pratique perversie, illibérale, de la démocratie, dépendant elle-même de la possibilité pour le pouvoir de s’arroger ou non une compétence constitutionnelle<sup>55</sup>. Parmi les remises en cause de l’État de droit, « la distinction par l’organisation américaine *Freedom House* entre ‘droits politiques’ et ‘libertés civiles’ donne une assez bonne image de la différence entre les formes souples et dures de la répression »<sup>56</sup>, ou du moins de l’importance des dispositifs de contrôle social mis en œuvre.

Dans cette perspective, le capitalisme autoritaire peut être vu comme résultant de l’érosion des frontières entre public et privé, par le jeu de mécanismes qui permettent à l’élite dirigeante de déplacer cette frontière à son profit, dans un processus dynamique plutôt que comme un terme d’une typologie figée.<sup>57</sup> Les mécanismes à l’œuvre visent à rendre les acteurs privés dépendant de l’État, à réduire le pluralisme économique pour aligner les intérêts de l’élite économique sur ceux de l’élite gouvernante et à rendre disponible l’État au service de l’élite gouvernante, au besoin par l’appropriation autoritaire du capital, dans un système parfois qualifié de *crony capitalism*. L’expression désigne un capitalisme de connivence, marqué par des avantages injustifiés sous forme d’emploi, de prêt ou de marché attribués à des amis et des proches du groupe dirigeant. Gábor Schering dénonce ainsi la mise en place en Hongrie d’un mécanisme pervers de redistribution vers le haut au bénéfice des ‘cronies’ - des ‘copains’ - amis et membres de la famille de Viktor Orbán. Toutefois, ils peuvent avoir intérêt à pratiquer un clientélisme élargi pour s’assurer le soutien d’autres segments d’entrepreneurs et de la bourgeoisie.<sup>58</sup> Sous la forme du néopatrimonialisme, étudié par Shumuel Eienstadt, ce système intègre les régimes hybrides qui combinent des éléments du patrimonialisme traditionnel décrit par Max Weber et les institutions légales et rationnelles modernes.<sup>59</sup> D’abord utilisé

---

<sup>55</sup> Compétence qui distingue les cas turcs ou hongrois de l’expérience engagée en Pologne.

<sup>56</sup> Johannes Gerschewski, “The Three Pillars of Stability: Legitimation, Repression and Co-optation in Autocratic Regimes”, *Democratization*, vol. 20 (1), 2013, p. 21.

<sup>57</sup> Sallai et Schnyder, *art. cité*, p. 37.

<sup>58</sup> Gábor Scheiring, “Why Viktor Orbán took the EU Hostage”, *International Politics and Society*, 11.20.2020, <https://www.ips-journal.eu/topics/european-union/why-viktor-orban-took-the-eu-hostage-4805/>

<sup>59</sup> Shumuel N. Eienstadt, *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*, Sage Publications, 1973.

pour décrire des régimes africains post-coloniaux des années 1960-1980, le néo-patrimonialisme est maintenant repris pour rendre compte de la confusion entretenue par le pouvoir entre les propriétés publiques et privées.<sup>60</sup> Pour Ivan Szelenyi, les caractéristiques propres au néo-patrimonialisme sont partagées par les expériences hongroises, russes et chinoises contemporaines.<sup>61</sup> Mélangeant une très forte personnification du pouvoir, le clientélisme et des pratiques prédatrices avec la présence des institutions légales bureaucratiques, ces modalités illustrent la variété des modes de contrôle politique sur les entreprises, constituant autant de substituts à la propriété du capital par l'État.

### **Les ressorts du NaCA**

Au-delà des éléments de description proposés, il convient d'explorer les ressorts du National-Capitalisme Autoritaire. A l'association traditionnellement postulée du capitalisme à la démocratie, ce régime substitue un découplage, qui doit cependant préserver la marge d'initiative individuelle sans laquelle il n'est pas de dynamique entrepreneuriale possible. Il doit aussi concilier sa dimension conservatrice avec les exigences de modernisation préalables à une culture de l'innovation. A côté de ces perspectives économiques, on ne saurait méconnaître l'importance que revêt la dimension culturelle dans la dynamique du NaCA.

#### *Au cœur du NaCA, le découplage du capitalisme et de la démocratie*

Au cours de la Guerre froide, le capitalisme apparaissait comme le système économique associé à la démocratie politique, face à la logique totalitaire du système communiste. Historiquement, le décollage, sinon l'émergence, du capitalisme dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle était clairement ancré dans la philosophie des Lumières, associant de manière indissociable libéralisme économique et libéralisme politique, préluant à la démocratie.

---

<sup>60</sup> O. Fisun, "Rethinking Post-Soviet Politics from a Neopatrimonial Perspective", *The Journal of Post-Soviet Democratization*, mars 2012, p.87; voir aussi U. Becker et A. Vasileva "Russia's political economy reconceptualized: A changing hybrid of liberalism, statism and patrimonialism", *Journal of Eurasian Studies*, 8, 2017, p.83.

<sup>61</sup> Ivan Szelenyi, "Capitalism after Communism", *New Left Review*, n° 96, nov.-déc. 2015.

L'œuvre d'Adam Smith, avant celle de John Stuart Mill, exprime particulièrement cette association. La relation entre capitalisme et démocratie a fait l'objet de multiples discussions et remises en cause. Parmi les économistes, une contribution de Robert Barro, à l'origine de multiples tests économétriques, a débouché sur l'absence de lien statistiquement établi entre croissance et démocratie.<sup>62</sup> Divers épisodes, comme le soutien apporté par Milton Friedman à l'expérience mise en œuvre par le général Pinochet au Chili, sont venues contredire le postulat d'Adam Smith. Mais nous savons que les Lumières s'accommodaient volontiers du despotisme éclairé et une formulation peu connue de Jean-Baptiste Say nous semble proposer un compromis intéressant, relevant l'exigence d'une sphère de liberté -voire de 'tranquillité'- individuelle comme condition de la prospérité d'un État : « Henri IV ne fut pas un des moins despotes des rois de France et cependant la France prospéra sous son règne, parce qu'on n'y tracassait pas les gens »<sup>63</sup>. Même en l'absence de libertés publiques et politiques, et donc de démocratie, cette « tranquillité » constitue un prérequis nécessaire à l'émergence et au fonctionnement du capitalisme. En ce sens, il n'est pas antinomique de concevoir un capitalisme autoritaire mais il serait difficile d'envisager un capitalisme totalitaire qui exclue, par définition, cette sphère de liberté individuelle<sup>64</sup>. Certes le capitalisme allemand s'est bien porté sous le régime national-socialiste, mais cette coexistence a montré ses limites dans l'inefficacité relative de l'économie de guerre allemande et il reste trop spécifique pour infirmer ce que nous qualifierons de compromis de Say.

Cette association historique du capitalisme et de la démocratie est mise à mal par le NaCA. Cette association est certes confrontée à d'autres défis. Certains critiques du capitalisme néolibéral contemporain considèrent comme des manifestations d'un capitalisme autoritaire le processus de remise en cause des compromis socio-économiques Beveridgo-Keynésiens de l'après-guerre, socle de l'État-Providence et des programmes socio-démocrates jusqu'aux

---

<sup>62</sup> Cf. *inter alia* J.R. Pozuelo, A. Slipowitz et G. Vuletin, *Democracy Does Not Cause Growth: The Importance of Endogeneity Argument*, Inter-American Development Bank, juin 2016; et aussi, avec une argumentation théorique, G. de Luca, A. Litina et P. G. Sekeris, "Growth-friendly Dictatorships", *Journal of Comparative Economics*, vol. 43 (1), 2015, pp. 98-111.

<sup>63</sup> *Cours complet d'économie politique*, cité par Christian Chavagneux, "Du capitalisme autoritaire", *Alternatives économiques*, 27 mars 2015.

<sup>64</sup> Renvoie à une acception de la distinction autoritaire vs. totalitaire qui peut être discutée, mais qui nous semble valable en première approximation.

années 1980. Le programme de démantèlement de ce socle est sans doute couvert plus spécifiquement par la notion de néolibéralisme autoritaire, introduite en 2014 par Ian Bruff dans une perspective marxiste<sup>65</sup>. Cemal Tansel utilise cette notion « comme prisme conceptuel pour faire la lumière sur l'institutionnalisation et l'emploi de pratiques étatiques qui invalident la participation publique et font taire la résistance populaire. »<sup>66</sup> Dans le même sens, G. Chamayou propose « une généalogie du libéralisme autoritaire »<sup>67</sup>. Cette problématique, développée aussi dans l'ouvrage précité de Peter Bloom, présente un intérêt analytique indéniable mais elle ne relève pas de la logique systémique du capitalisme autoritaire en tant que modèle national d'organisation politico-économique qui retient ici notre attention.

L'exemple chinois, sauvegardant l'essentiel de l'emprise du Parti communiste dans une économie devenue capitaliste, en empruntant au modèle initié à Singapour, illustre un autre découplage introduit par le NaCA, celui qui associait le capitalisme et la modernité technique.

### *Les chemins du modernisme autoritaire*

En 1993, avons-nous vu, Michael Mann qualifiait de « capitalisme national autoritaire », le modèle de croissance prusso-allemand de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>68</sup>. Loin de relever d'une simple coïncidence, l'occurrence de cette expression attire l'attention sur une étonnante filiation entre l'Allemagne

---

<sup>65</sup> Ian Bruff, "The Rise of Authoritarian Neoliberalism", *Rethinking Marxism*, vol. 26 (1), 2014, pp. 113-129.

<sup>66</sup> Cemal Burak Tansel, *States of Discipline, Authoritarian Neoliberalism and the Contested Reproduction of Capitalist Order*, Rowman and Littlefield, London and New York, 2017.

<sup>67</sup> Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable*, La Fabrique éditions, Paris, 2018.

<sup>68</sup> Pour cet auteur, la modernisation allemande a été réalisée par un « *authoritarian national capitalism* » qui a modifié à la fois la politique intérieure et la politique extérieure : « J'ai décrit la montée de l'Allemagne comme l'application de l'incorporation autoritaire à une société industrielle, (...) une nouvelle forme de société moderne, le capitalisme national autoritaire, a été involontairement créée. Elle est restée capitaliste et militariste et est devenue semi-autoritaire (...). Son nationalisme a accéléré la dérive du régime du conservatisme libéral vers un sentiment xénophobe de communauté », Michael Mann, *The Sources of Social Power : volume 2, The Rise of Classes and Nation-States*, Cambridge University Press, 1993, p. 325.

Wilhelminienne et la Chine d'aujourd'hui, comme l'établissent les travaux de Jeffrey Herf, puis de Barrington Moore. Herf a qualifié de « modernisme réactionnaire [...] la réconciliation de la technique et de la déraison »<sup>69</sup>, survenue en Allemagne du fait d'une révolution industrielle que n'aurait précédé, ni suivi, aucune révolution bourgeoise<sup>70</sup>. Cette thèse s'est trouvée relayée dans un ouvrage influent de Barrington Moore qui identifiait trois voies différentes vers le monde moderne : la révolution bourgeoise, la 'révolution par en haut' et la révolution paysanne.<sup>71</sup> La seconde voie, capitaliste et réactionnaire, empruntée par l'Allemagne et le Japon du Meiji, devait par la suite inspirer l'expérience de développement de Singapour, reconnue comme modèle par les autorités chinoises. Mark Thompson a bien montré comment les secrets du 'modernisme autoritaire' avaient été redécouverts par Hirobumi dans le Japon du Meiji à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, par Lee Kuan Yew dans Singapour des années 1980 et par Deng Xiaoping dans la Chine d'après Mao : « Le choix du promoteur du Meiji pour une révolution pilotée d'en haut tenait à ses rencontres en Allemagne. L'homme fort de Singapour n'a jamais caché son admiration pour le modèle japonais et Deng a posé l'exemple singapourien en modèle en 1992, lorsque 'l'incident de Tienanmen' avait révélé l'urgence de trouver un substitut à la référence marxiste-maoïste pour définir un modèle de développement ouvert à la modernité »<sup>72</sup>. Lors de sa visite à Singapour en 1978, Deng Xiaoping y aurait vu un modèle pour conduire une croissance capitaliste efficace, dirigée par l'État-parti sans céder au capitalisme occidental.<sup>73</sup> Sur le fond, « le contrôle quasi-total du Parti d'action populaire [parti unique au Singapour] sur un État développementaliste fournit une confirmation idéologique de la possibilité d'une modernisation économique sans tomber dans

---

<sup>69</sup> J. Herf, "Reactionary Modernism: Some Ideological Origins of the Primacy of Politics in the Third Reich", *Theory and Society*, vol. 10 (6), November 1981, p. 806.

<sup>70</sup> J. Herf, *Reactionary Modernism*, Cambridge University Press, 1984, p. 6.

<sup>71</sup> Barrington Moore Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of Modern World*, Boston, 1966. Parmi les nombreuses critiques de cet ouvrage, T. Skocpol, "A Critical Review of Barrington Moore's Social Origins of Dictatorship and Democracy", *Politics and Society*, vol. 4 (1), septembre 1973, pp. 1-34.

<sup>72</sup> Cette véritable filière de transmission du modernisme autoritaire fait l'objet de l'ouvrage de Mark Thompson, *Authoritarian Modernism in East Asia*, Palgrave, 2019.

<sup>73</sup> M. Thompson, *op. cité*, p.38.

‘la trappe de modernisation’ qui guette les démocraties »<sup>74</sup>. En mobilisant la référence au Confucianisme, le régime instauré par Lee Kuan Yew offre une série de bonnes pratiques pour améliorer la gouvernance d’un État autoritaire en croissance rapide.

Ainsi, la tradition du ‘modernisme autoritaire’, voire ‘réactionnaire’, née dans l’Allemagne wilhelminienne, en vient à nouveau invalider la thèse selon laquelle la démocratie serait une condition de la modernisation, comme elle devrait être nécessaire au développement d’une économie capitaliste.

### *La dimension culturelle du NaCA*

Loin de se réduire à une dimension socio-ethnique, la référence nationale mobilisée par le NaCA comporte une dimension culturelle essentielle, source de valeurs spécifiques à la société considérée, opposables aux valeurs occidentales à vocation -ou prétention- universalistes.

L’expérience fondatrice de Singapour s’est construite sur la référence à des *Asian Values*. La disposition au travail, le respect de normes font l’objet d’une valorisation, plus ou moins efficace, au titre d’un système de valeurs nationales. Mahathir Mohamed, en Malaisie, comme Lee Kuan Yew à Singapour, ont été les principaux porte-paroles des « valeurs asiatiques » qui regroupent un ensemble d’attributs tels que la croyance au travail acharné, l’épargne, la piété filiale, la fierté nationale, le respect de l’ordre et de l’autorité, l’acceptation des valeurs religieuses, l’importance attachée à l’enseignement et à la cohérence sociale, et un engagement envers les objectifs et valeurs communs.<sup>75</sup> Lorsque, en Indonésie, le gouvernement de Suharto succède, par un coup d’État sanglant, au régime socialisant de Soekarno, il reprend la même référence : « En Indonésie, les ‘valeurs asiatiques’ ont été invoquées comme une forme de développementalisme, avec l’affirmation que, jusqu’à ce que la prospérité soit atteinte, la démocratie reste un luxe inabordable. Cette forme de ‘valeurs asiatiques’ de type protestant et éthique attribuait les taux de croissance

---

<sup>74</sup> Stephan Ortmann et Mark Thompson, “China and the ‘Singapore Model’”, *Journal of Democracy*, 27 (1), 2016, p. 39. Jack Snyder a qualifié de ‘trappe de modernisation’ la tension déstabilisatrice que la modernisation économique impose aux sociétés démocratiques, cf. « The Modernization Trap », *Journal of Democracy*, vol. 28 (2), avril 2017, p. 82.

<sup>75</sup> Mohathir Mohammed and Shintaro Ishihara, *The Voice of Asia: Two Leaders Discuss the Coming Century*, Tokyo: Kodansha International, 1996.

élevés au travail acharné, à la frugalité, à la discipline et au travail d'équipe que seul un régime 'discipliné' (c'est-à-dire autoritaire) pouvait fournir aux premiers stades du développement »<sup>76</sup>. Amartya Sen ne se trompait d'ailleurs pas en dénonçant l'invocation des valeurs asiatiques comme alibi d'un modèle autoritaire<sup>77</sup>.

### *Aspects de la mobilisation culturelle en Chine*

La Chine illustre également la mobilisation de valeurs nationales pour disqualifier les tentatives d'imitation de la démocratie occidentale. Le pays bénéficierait d'une longue tradition de liberté économique et d'égalité politique fondée sur un mécanisme de sélection des élites par examens, de nature méritocratique.<sup>78</sup> Selon Friedman, « alors que la distinction entre l'État et la société était inconnue, le principe confucéen de 'gouvernement selon des principes moraux' constituait une expérience politique bien différente de celle de l'occident féodal et des temps modernes. La démocratie présente dès lors plus de risques que de justification »<sup>79</sup>. La tradition y est également mobilisée pour fonder une conception particulière de « l'État de droit » à la chinoise, qualifié par Wei Pan d'« État de droit consultatif ». Parmi les règles, fixées par un plenum de 2014, qui régissent cet « État de droit » figure, avec le leadership réaffirmé du parti qui doit réaliser « la combinaison d'un gouvernement par la loi et de la règle de la vertu »<sup>80</sup>. A l'opposé de la règle de droit caractérisant un régime démocratique, « les tribunaux de Chine doivent fermement résister à l'idée occidentale de l'indépendance judiciaire et aux autres idéologies menaçant le leadership du Parti Communiste au pouvoir », prescrivait un juge à la Cour suprême. Avec le durcissement qui a accompagné l'affirmation du pouvoir de Xi

---

<sup>76</sup> Mark P. Thompson, "Authoritarianism, Democracy, and 'Good Governance'" *Third World Quarterly*, vol. 25, issue 6, 2004.

<sup>77</sup> Amartya Sen, "Human Rights and Asian Values", *The New Republic*, 14-21 juillet 1997.

<sup>78</sup> Wei Pan, "Toward a Consultative Rule of Law Regime in China", *Journal of Contemporary China*, 12 (34), 2003, p. 23-24.

<sup>79</sup> Edward Friedman, "A Comparative Politics of Democratization in China", *Journal of Contemporary China*, 12 (34), 2003, p. 115.

<sup>80</sup> Cité par John Garrick et Chang Barnett, « La pensée de Xi Jinping, réalisation du rêve chinois de renouveau international », *Perspectives chinoises*, 2018/162, en ligne 1 juin 2019, consulté le 28 octobre 2020, p. 106.

Jinping, « la re-conception anti-libérale du processus judiciaire permet aux techniques de ‘gouvernement par la peur’ d’être utilisées de manière ouverte et donc de jouer un rôle majeur et croissant »<sup>81</sup>.

C’est également dans la tradition culturelle que s’enracinerait la promotion de la méritocratie, pour une part comme un substitut aux critères occidentaux de sélection des dirigeants. Pour l’universitaire chinois Zhang Weiwei, «si l’approche occidentale concerne les élections, l’approche chinoise concerne la sélection plus les élections. Et la sélection fait partie de la culture chinoise : Nous avons une longue tradition. La Chine a été le premier pays à inventer le système d’examen de la fonction publique, ce que nous appelons *keju*, par la dynastie Sui, c’est-à-dire il y a 1 500 ans. Nous appelons ce système ‘méritocratie’ »<sup>82</sup>. Pour le politologue canadien Daniel Bell, avocat du modèle chinois, « les avantages de la méritocratie telle qu’elle existe en République Populaire de Chine sont clairs. Les cadres sont soumis à un épuisant processus de sélection des talents et seulement ceux qui ont un excellent bilan de performances sont susceptibles d’accéder aux plus hautes fonctions [...] De plus, il est probable que ce type de sélection méritocratique ne peut fonctionner que dans le cadre d’un État à parti unique »<sup>83</sup>.

On peut douter de cette vision idéalisée de la méritocratie, en remarquant que le processus de sélection, s’il permet de repérer les aptitudes, est aussi le lieu d’une étroite vérification de l’allégeance au pouvoir et aux personnalités qui l’exercent. Yuen Yuen Ang souligne justement que la corruption et la méritocratie se renforcent mutuellement dans le système politique chinois. Il rappelle que 40% des secrétaires du Parti Communiste accusés de corruption ont été promus dans les cinq années précédant leur chute.<sup>84</sup> D’où la concomitance de la performance et de la corruption dans le régime de méritocratie politique. Dans

---

<sup>81</sup> Garrick et Barnett, *ibid*, pp.109-110.

<sup>82</sup> Dans une conférence à Berlin, en 2017, reprenant le titre de son ouvrage à succès, *The China Wave : The rise of a Civilizational State*, cf. les extraits en ligne à l’adresse : <https://pdfs.semanticscholar.org/f62d/f5fec0325ee73195f869831c6066da699208.pdf>

<sup>83</sup> Daniell Bell, *The China Model: Political Meritocracy and the Limits of Democracy*, Princeton University Press, 2015, p. 172.

<sup>84</sup> Yuen Yuen Ang, “La méritocratie corrompue de la Chine”, *Chine-Magazine.Com*, 5 octobre 2019.

nombre de cas, cette corruption se manifeste aussi sous forme de favoritisme de clan dans le processus de sélection interne des cadres du parti et grippe les mécanismes méritocratiques. Dans un système où l'administration centrale est censée jouer le rôle de « *checks and balances* », on voit mal comment la procédure de sélection pourrait échapper aux abus de pouvoir des cadres dirigeants du niveau supérieur?<sup>85</sup> En revanche le thème de la méritocratie trouve plus généralement sa place dans le référentiel populiste, où il accompagne comme un contrepoint la dénonciation d'élites illégitimes et corrompues.<sup>86</sup>

Le confucianisme politique est aussi invoqué régulièrement pour fonder une légitimité historique-culturelle du système politique contre ses concurrents occidentaux, dans une vision réductrice, l'instrumentalisant au service d'une affirmation de l'identité nationale.<sup>87</sup>

Elargissant encore la problématique du nationalisme, on a pu considérer que « en tant que collectivité, la Chine n'est pas seulement un État-nation normal, c'est une civilisation qui essaie de se mettre au format d'un État moderne »<sup>88</sup>. Selon une construction idéologique tardive, des 18<sup>ème</sup>-19<sup>ème</sup> siècles<sup>89</sup>, on serait ainsi en présence d'un « État civilisationnel ». Zhang Weiwei, auteur d'un ouvrage recommandé par le président Xi Jinping<sup>90</sup>, la caractérise en imaginant « une civilisation millénaire [qui] coïncide pleinement avec la morphologie d'un État moderne [...] C'est comme si l'ancienne Rome ne s'était jamais dissoute, et subsistait aujourd'hui, accomplissant la transition vers un État-nation moderne, avec un gouvernement central et une économie modernes, intégrant des éléments de culture traditionnelle, avec une population

---

<sup>85</sup> Fan Zhang, *The Institutional Evolution of China. Government vs Market*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 240.

<sup>86</sup> Mark Chou, Benjamin Mouffit et Octavio Bryant, *Political Meritocracy and Populism: Cure or Curse?*, Routledge, 2020, pp. 61-64.

<sup>87</sup> Cf. Ji Zhe, « Confucius, les libéraux et le parti », *La vie des idées*, n° 2, mai 2005, pp. 11-17.

<sup>88</sup> Lucian W. Pye, *The Spirit of Chinese Politics*, préface à la seconde édition, Harvard, 1992, p. IX.

<sup>89</sup> Elliott, « La Chine moderne », *art. cité*, p. 1450.

<sup>90</sup> Zhang Weiwei, *The China Wave: Rise of a Civilizational State*, World Century, 2012.

massive dont tous les membres parleraient latin »<sup>91</sup>. C'est avec moins de succès qu'Aleksandr Gelyevich Dugin a développé le mythe d'un exceptionnalisme russe, le pays devant être vu comme une civilisation, occupant à ce titre une place unique dans l'histoire.<sup>92</sup>

### *Flexibilité des références culturelles*

La dimension culturelle de la référence identitaire offre un avantage essentiel en termes de flexibilité et de portabilité du système. Le pouvoir possède en effet une forte latitude pour définir et adapter ces valeurs officielles aux exigences perçues de l'économie et de la régulation politique. Il peut également jouer sur la dénonciation de normes culturelles imposées de l'extérieur, en opposition aux valeurs nationales, pour orienter le mécanisme de rejet et désigner l'adversaire contre lequel 'le peuple' est incité à se mobiliser. Les valeurs chinoises peuvent combiner, selon les priorités du moment, la tradition confucéenne ou taoïste et les normes héritées du socialisme.<sup>93</sup> Dans la Nouvelle Turquie d'Erdoğan, c'est l'affichage de valeurs « nationales et domestiques » c'est-à-dire turques et musulmanes, qui permet au pouvoir de gérer l'équilibre qu'il souhaite instaurer entre la réislamisation de la société et la permanence d'un nationalisme étatique.<sup>94</sup> Dans la Russie de Poutine, le nationalisme est mobilisé dans une nostalgie d'empire ambitionnant de réunir les communautés russes vivant hors des frontières du pays et un fort ressentiment contre l'Occident, alimentée par une mystique de la terre et de la Russie profonde.<sup>95</sup> Dès 1994, Yuri Afanasyev voyait dans le renvoi de Gaidar et l'arrêt

---

<sup>91</sup> Cité par Suisheng Zhao, "Wither the China Model: revisiting the debate", *Journal of Contemporary China*, vol. 26 (103), 2017, p. 5.

<sup>92</sup> Marcin Skladanowski, "The Myth of Russian Exceptionalism: Russia as a Civilization and its Uniqueness in Alexandr G. Dugin's Thought", *Politics, Religion & Ideology*, vol. 20 (4), décembre 2019, p. 423.

<sup>93</sup> X. Bai et N. Morris, "China, Economic Taoism, and Development", in: L. Toohey, C.B. Picker et J. Greenacre (sous la dir.), *China in the International Economic Order*, Cambridge University Press, 2015, p. 211.

<sup>94</sup> Ahmet Insel, *op. cité*.

<sup>95</sup> Jean-Robert Jouanny, *Que veut Poutine ?*, Seuil, Paris, 2016.

des réformes libérales « l'effet de forces culturelles sous-jacentes au soutien durable des blocs communistes et fascistes, des forces qui tiennent à la nature essentielle du peuple russe ». L'héritage de l'histoire « est la principale source du sentiment de perte de l'identité russe -ou d'une identité jamais acquise- et de la perception du monde extérieur comme une menace ». Dans ces conditions, « l'avenir de la Russie réside dans le renforcement du complexe militaro-industriel en lien avec la nomenclatura néo-soviétique, aujourd'hui dirigée par Yeltsin, demain peut-être par quelqu'un d'autre »<sup>96</sup>.

### **Les nationaux-populismes occidentaux, le NaCA en perspective ?**

Nombre des caractéristiques relevées du National-Capitalisme Autoritaire se retrouvent dans les mouvements populistes occidentaux, qu'ils aient ou non accédé au pouvoir. Nous y retrouvons notamment l'importance, voire la primauté, d'une dimension culturelle qui a conduit au constat que « le populisme ne défend plus la race, mais la culture »<sup>97</sup>.

### ***Les populismes européens, idéologie ou discours ?***

L'attention, sur ce point, se tourne d'abord vers les populismes européens. Dans les années 1990, P. Perrineau et N. Mayer relevaient que « l'idéal politico-économique du Front [National] est celui d'un capitalisme national dans le cadre d'un État autoritaire : un national-capitalisme »<sup>98</sup>. Pour nombre d'observateurs, les populismes de droite européens, voire celui de Donald Trump, rejoignent les postures de Poutine et d'Erdoğan pour nourrir la montée du capitalisme autoritaire<sup>99</sup>. Sous le titre explicite, « La révolution illibérale de l'Europe de

---

<sup>96</sup> Yuri N. Afanasyev, "Russian Reform is Dead: Back to Central Planning", *Foreign Affairs*, vol. 73 (2), mars 1994, p. 22.

<sup>97</sup> Interview par Willy Le Devin, *Libération*, 20 septembre 2013.

<sup>98</sup> Nonna Mayer et Pascal Perrineau (sous la direction de), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996. La place du capitalisme dans cet idéal est moins évidente dans l'actuel Rassemblement National.

l'Est, le long chemin vers le déclin démocratique », I. Krastev relevait que, parmi les problèmes posés par la résurgence d'États autoritaires, en Chine ou en Russie, « l'évolution la plus alarmante a peut-être été le changement d'attitude en Europe de l'Est ».<sup>100</sup> Ce changement d'attitude se manifeste, précise-t-il, par des pratiques illibérales à la recherche d'une authenticité perdue.

Pour Krastev et Hollmes, « le fait que la tentative de démocratiser les pays anciennement communistes vise une forme de conversion culturelle à des valeurs, des habitudes et des attitudes considérées comme 'normales' à l'Ouest constitue le principal grief motivant les pratiques antilibérales pratiquées dans la région à l'heure actuelle. A l'inverse de la greffe de quelques éléments étrangers sur les traditions indigènes, cette 'thérapie de choc' politique et morale met l'identité héritée en péril. Sous l'effet d'un libéralisme mimétique inévitablement partiel et bancal, nombre de ceux qui, à l'origine, avaient adhéré aux changements se sentent comme des imposteurs culturels en proie à un malaise qui, à son tour, éveille le désir nostalgique politiquement exploitable d'une authenticité perdue »<sup>101</sup>.

Certains pays post-communistes, membres de l'UE, la Hongrie et plus récemment la Pologne, sont devenus des « laboratoires économiques du populisme »<sup>102</sup> qui allient un autoritarisme soft, un conservatisme culturel et une politique économique nationale-libérale : autant de caractéristiques qui permettent de considérer ces expériences comme une variante occidentale du NaCA. Le cas de la Hongrie, le plus représentatif de cette orientation, a naturellement retenu l'attention de János Kornai, qui relève le risque d'instauration d'une autocratie pérenne.<sup>103</sup> Si l'inspiration est nette, on relève

---

<sup>99</sup> Cf. inter alii, Christian Fuchs, "The Rise of Authoritarian Capitalism", *Global Dialogue*, vol. 8 (3), décembre 2018.

<sup>100</sup> Ivan Krastev, "Eastern Europe's Illiberal Revolution, the Long Road to Democratic Decline", *Foreign Affairs*, mai-juin 2018, p. 49.

<sup>101</sup> Ivan Krastev et Stephen Hollmes, *Le moment illibéral. Trump, Poutine, Xi Jinping : pourquoi l'Occident a perdu la paix ?* Fayard, Paris, 2019.

<sup>102</sup> Selon l'expression de Krastev et Enyedi, "Orban's Laboratory of Illiberalism", *Journal of Democracy*, vol. 29 (3), juillet 2018, p.39. Cf aussi *Le Monde*, 15 janvier 2019.

<sup>103</sup> János Kornai, "Hungary's U-Turn", *art. cité*, p. 3.

cependant une grande diversité des mesures adoptées, dont la cohérence n'est pas toujours évidente.

Nous avons considéré la référence nationale comme un substitut à l'idéologie. Dans ce sens, la plupart des analyses s'accordent pour ne pas considérer le national-populisme comme une idéologie. Pour Linz, les régimes autoritaires s'appuient plus sur des 'mentalités' que sur des idéologies.<sup>104</sup> Aslanidis rappelle que « si l'on écarte les références injustifiées à l'idéologie, le populisme devient simplement un discours, invoquant la primauté de la souveraineté populaire pour affirmer que les élites corrompues escroquent le peuple de sa légitime souveraineté politique. Il devient un discours anti-élite au nom du peuple souverain »<sup>105</sup> et doit donc être analysé comme un cadre discursif.

Peut-on du moins considérer le national-populisme comme une 'idéologie mince - *a thin ideology* - ?<sup>106</sup> L'idée comporte une valeur heuristique intéressante. Etant une 'idéologie mince' et incomplète, considèrent Mudde et Kaltwasser, « le populisme est donc contraint de s'hybrider avec ces dernières [les idéologies épaisses ou globales] pour donner un contenu substantiel au peuple. Par conséquent, il devient possible de faire la part entre ce qui relève du populisme proprement dit (l'antagonisme moral entre le peuple et les élites) et ce qui vient s'y ajouter, en lien avec des idéologies sur lesquelles il est enclin à s'appuyer (aussi appelées *host ideology*). D'une manière générale, le populisme se manifeste chez les populistes de gauche comme un mélange entre le populisme et une certaine forme de socialisme, chez les populistes de droite il se combine par exemple avec des formes plus ou moins édulcorées de nationalisme et de libéralisme économique ». Dans chaque cas, c'est toujours la combinaison du populisme avec une idéologie dense qui permet l'identification du 'peuple' et de 'l'élite' en fonction du contexte spécifique.<sup>107</sup>

---

<sup>104</sup> Cité par Dukalskis et Gerschewski, "What autocracies say", *Contemporary Politics*, vol. 23 (3), 2017, p. 265.

<sup>105</sup> Paris Aslanidis, "Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective", *Political Studies*, vol. 64 (IS), 2016, p.96.

<sup>106</sup> Cas Muddle, "The Populist Zeitgeist", *Government & Opposition*, vol 39 (4), automne 2004, p. 544.

Il y a là, pensons-nous, une approche féconde pour penser la diversité des populismes et, en particulier, la distinction entre populismes de droite et 'de gauche'. La montée actuelle d'un ethno-populisme de droite tendant à occulter l'importance historique des populismes 'de gauche', notamment en Amérique latine<sup>108</sup>, tandis que les populismes 'de gauche' occidentaux recouvrent plus une stratégie politique pour répondre à l'incapacité perçue des partis de gauche traditionnels à s'opposer aux développements récents du libéralisme.<sup>109</sup>

Il reste que, pour Bonikowski comme pour une majorité des politistes, le populisme n'est pas une idéologie, même une 'idéologie mince', mais un discours politique, un cadre discursif, au service d'une stratégie de prise de pouvoir<sup>110</sup>.

### *Les enjeux culturels, au cœur de la démarche populiste*

La dimension culturelle se trouve aussi au cœur de la revendication populiste de sauvegarde d'une identité menacée. Au système des *Asian Values* se substituerait en Europe un socle de valeurs conservatrices post-communistes, sorte de traditionalisme néo-conservateur, qui influence aussi les populismes sud- ou nord-américains.<sup>111</sup> On explique souvent l'adhésion à un programme populiste par un sentiment de déclassement, associé à une dégradation de la

---

<sup>107</sup> Cas Muddle et Cristobal Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, Editions de l'Aube, 2018, pp. 40-41.

<sup>108</sup> Cf. Ernesto Laclau, *La raison populiste*, (trad. Jean-Pierre Ricard), Le Seuil, 2008.

<sup>109</sup> Cf. inter alia, Omer Tekdemir, "Is a socialist EU possible via left-wing populist parties such as Syriza, Podemos and the HDP?", *OpenDemocracy*, 20 février 2015. Voir Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, (trad. Pauline Colonna d'Istra), Albin Michel, Paris, 2018.

<sup>110</sup> Bart Bonikowski, "Ethno-nationalist populism and the mobilization of collective resentment", *The British Journal of Sociology*, vol. 68 (S1), 2017, pp. 186.

<sup>111</sup> "Aussi longtemps que les dirigeants doivent être élus, les élites des démocraties illibérales ont besoin d'une idéologie de légitimation qui puisse parler à un large électorat. Nous qualifions cette idéologie de post-communiste/néoconservatrice", T. Csillag et I. Szelenyi, "Drifting from Liberal Democracy: Traditionalist/Neo-conservative Ideology of Managed Illiberal Capitalism in Post-Communist Europe", *Intersections, East European Journal of Society and Politics*, vol. 1 (1), 2015, p. 38.

situation économique sensible en particulier chez les ‘perdants de l’internationalisation’, de la mondialisation ou de l’intégration européenne. Il existe aussi un sentiment de déclassement qui naît de la perception d’une dégradation de son statut social, culturel ou symbolique, entraînant un rejet des normes prévalentes en la matière, un phénomène commun dans les anciens pays communistes d’Europe Centrale et Orientale.

Les expériences populistes européennes sont parfois interprétées comme des manifestations de la « contre-révolution silencieuse » post-matérialiste. Il n’est pas étonnant que l’un des principaux avocats de la thèse culturaliste dans l’explication du populisme, soit le politologue américain Ronald Inglehart<sup>112</sup>, l’auteur même du concept de « révolution silencieuse », réputée ouvrir une ère post-matérialiste dans un occident qui voyait reculer la contrainte de la rareté.<sup>113</sup> En 1992 déjà, Piero Ignazi expliquait la montée des partis d’extrême-droite comme la manifestation d’une « contre-révolution silencieuse » rejetant le système de valeurs post-matérialiste, progressiste et multiculturel.<sup>114</sup> Un point de vue rejoint par Inglehart lui-même qui qualifie de « ‘révolution silencieuse à l’envers’ la montée de Trump et des partis populistes autoritaires »<sup>115</sup>. Même s’il faut utiliser avec précaution ce concept aujourd’hui remis en cause, on peut cependant observer que le post-matérialisme étant un phénomène essentiellement occidental, la « contre-révolution » culturelle rejoint un phénomène de rejet de l’occident instrumentalisé en Chine, en Russie comme en Turquie.

Pour Krastev et Holmes, les pays post-communistes ont vécu à partir de 1989 dans une ‘ère de l’imitation’, excluant toute alternative, « le libéralisme abandonnant le pluralisme au profit de l’hégémonie ». Pour ces auteurs, « à l’évidence, aucun facteur unique ne peut expliquer l’émergence simultanée

---

<sup>112</sup> En particulier dans son ouvrage avec Pippa Norris, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge University Press, 2019.

<sup>113</sup> Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing values and political Styles among Western Publics*, Princeton University Press, 1977.

<sup>114</sup> Piero Ignazi, “The Silent Counter-Revolution, Hypotheses on the émergence of extreme-right parties in Europe”, *European Journal of Political Research*, vol. 22 (3), 1992, p. 5.

<sup>115</sup> Ronald F. Inglehart, *Les transformations culturelles, comment les valeurs des individus transforment le monde*, (trad. Camille Hamidi et Marie-Christine Hamidi), Presses Universitaires de Grenoble, 2018, chapitre 9.

d'antilibéralisme autoritaires dans tant de pays géographiquement différents au cours de cette deuxième décennie du XX<sup>e</sup> [sic] siècle. Pourtant, le ressentiment face à la canonisation de la démocratie libérale et à la politique de l'imitation en général a joué, croyons-nous, un rôle décisif non seulement en Europe centrale, mais aussi en Russie et aux États-Unis ».

Ils soulignent que les élites ont tenté, en vain, de concilier deux conceptions contradictoires de normalité, l'une locale, avec repli sur soi et l'autre libérale-occidentale portée par le cosmopolitisme et « il s'avérait qu'une révolution au nom de la normalité a généré non seulement des troubles psychologiques, mais aussi sa part de traumatisme politique. Les changements rapides affectant le modèle occidental proprement dit ont exacerbé chez leurs apprentis imitateurs de l'Est un sentiment lancinant de manque à soi-même. Aux yeux des conservateurs polonais à l'époque de la guerre froide, par exemple, les sociétés occidentales étaient normales parce que au contraire des systèmes communistes, elles préservaient la tradition et croyaient en Dieu. Mais aujourd'hui, subitement, les Polonais ont découvert que la 'normalité' occidentale est synonyme de sécularisme, de multiculturalisme et de mariage gay »<sup>116</sup>. Cette dimension religieuse est aussi présente dans le discours de Viktor Orban qui s'est déclaré prêt à se reconnaître dans un projet européen, s'il s'agissait d'une Europe chrétienne fermée à l'immigration.<sup>117</sup> Sa conception d'une 'démocratie chrétienne', à opposer à la 'démocratie libérale', s'écarte toutefois sensiblement des conceptions habituelles de ce courant politique au XX<sup>ème</sup> siècle. Orban met en garde ses partisans : accepter l'idée qu'une démocratie chrétienne puisse être libérale revient à se déclarer vaincu dans la bataille des idées. « Déclarons avec confiance que la démocratie chrétienne n'est pas libérale. La démocratie libérale est libérale, alors que la démocratie chrétienne n'est pas libérale : elle est, si vous voulez, illibérale ». Pour le leader hongrois, auteur de cette redéfinition surprenante de la démocratie chrétienne, l'incompatibilité avec la démocratie libérale porte sur trois points :

-la démocratie libérale favorise le multiculturalisme, alors que la démocratie chrétienne donne la priorité à la culture chrétienne ;

---

<sup>116</sup> Krastev et Holmes, *op. cité*, p. 85.

<sup>117</sup> Discours d'ouverture de la campagne des élections européennes par Victor Orban, le 5 avril 2019, <https://legrandcontinent.eu/fr/2019/04/16/la-rhetorique-orban/>.

-la démocratie libérale est pro-immigration, alors que la démocratie chrétienne est opposée à l’immigration ;

-la démocratie libérale est favorable ‘au modèle familial adaptable’, par opposition au modèle familial chrétien<sup>118</sup>.

La mobilisation d’une référence chrétienne à l’appui d’une politique radicalement opposée à l’immigration semble bien décalée au regard des positions actuelles des églises, tant catholiques que protestantes traditionnelles. L’immigration n’est cependant pas la seule pierre d’achoppement qui conduit certains chrétiens à être sensibles au discours populiste. Aux États-Unis notamment, « la marginalisation de la moralité chrétienne est interprétée comme une conséquence de la conjonction entre le libéralisme sociétal des élites et le multiculturalisme qui résulte des migrations »<sup>119</sup>.

Parmi « les ressorts d’un ralliement paradoxal » de certains milieux chrétiens au national-populisme, Yann Raison du Cleuziou relève une conséquence inattendue de la sécularisation : « libérés de leur signification religieuse, ces symboles [chrétiens] deviennent des marqueurs culturels patrimoniaux et peuvent faire l’objet d’une instrumentalisation politique »<sup>120</sup>. La dimension culturelle l’emporterait alors sur l’aspect religieux. Pour Patrick Buisson, « on ne se redécouvre pas religieusement, mais historiquement chrétien [...] Il ne s’agit plus de croyance, mais de préserver un élément consubstantiel à l’identité française, que le catholicisme a profondément façonné »<sup>121</sup>. L’argument trouve ses limites dans le fait que le populisme attire aussi des pratiquants convaincus. Ces derniers sont en effet particulièrement sensibles à l’inversion de la norme morale dévalorisant le modèle familial auxquels ils sont attachés. « Outre la confrontation à la ‘diversité’, la revendication de l’égalité des sexualités a une importance particulière dans le ralliement des chrétiens au vote populiste » alors que « l’inversion de la question homosexuelle déplace

---

<sup>118</sup> Mark Plattner, “Illiberal Democracy and the Struggle on the right”, *Journal of Democracy*, vol. 30 (1), janvier 2020, p.10.

<sup>119</sup> Yann Raison du Cleuziou , “National-Populisme et christianisme, les ressorts d’un ralliement paradoxal”, *Esprit*, avril 2020, pp. 86-95.

<sup>120</sup> Yann Raison, *art. cité*, p.87.

<sup>121</sup> Cité par Yann Raison, *art. cité*, p.87.

symboliquement les catholiques de la norme à la déviance »<sup>122</sup>. Comme le relève Eric Fassin, « en France, il est ainsi devenu plus infamant peut-être de s'entendre taxer d'homophobie que d'homosexualité »<sup>123</sup>. L'ampleur du déclassement culturel implique une des valeurs, dans le domaine sensible de la norme morale, aide à comprendre l'attraction que le discours populiste peut exercer sur ceux qui le ressentent. Il identifie aussi le ressentiment que ne manquent pas d'exploiter des leaders aussi variés que Orban, Poutine, Trump et Kaczynski.

Le succès du populisme en Pologne, pays assez largement bénéficiaire de l'intégration européenne, demande une explication. « En 2015 encore, les études d'opinion révélaient un niveau élevé de satisfaction sur la situation personnelle, un large soutien à la démocratie (76%) et une perception positive de son fonctionnement (59%). L'alternance entre diverses majorités s'était effectuée sans difficultés sérieuses et la constitution semblait garantir la permanence d'un état de droit »<sup>124</sup>. Pourtant, à la suite d'une radicalisation interne, le parti Droit et Justice- PiS- devait faire, avec un succès complet et durable, « le choix d'une stratégie de reconquête [et d'exercice] du pouvoir avec un programme de 'contrerévolution culturelle' d'inspiration ethnoreligieuse »<sup>125</sup>. Dès lors, la polarisation de l'électorat a largement été amplifiée par la mise œuvre de cette stratégie, plutôt qu'elle ne l'a suscitée. Cette allégeance religieuse explique que le populisme polonais revendique particulièrement une dimension sociale. « Le PiS veut consolider sa 'version polonaise de l'État-providence' selon les mots de Jaroslaw Kaczynski. 'Durant la transition, les fruits de la croissance sont partis à l'étranger ou auprès de l'élite économique polonaise. Aujourd'hui, ils tombent dans le portefeuille de la majorité de la société polonaise' a souligné le Premier ministre sortant Mateusz Morawiecki »<sup>126</sup>.

---

<sup>122</sup> *Ibid.* pp. 89-90.

<sup>123</sup> Eric Fassin, "L'inversion de la question homosexuelle", *Revue française de psychanalyse*, 2003/1, vol. 67, p. 264.

<sup>124</sup> Hubert Tworzecki, "Poland: A Case of top-down Polarization", *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, n° 681, janvier 2019, pp. 98-99.

<sup>125</sup> *ibid*, p. 97.

<sup>126</sup> Corinne Deloy, "Le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir remporte les élections", *Observatoire des élections en Europe*, 14/10/2019.

La logique culturelle associée à un christianisme sécularisé se retrouve aussi dans le succès du discours de Donald Trump, personnage pourtant éloigné d'un modèle de vertu chrétienne. « Par ses prises de parole, le président [Trump] restaure le christianisme comme fondement de la norme majoritaire. Pour ses électeurs chrétiens, qu'importe que sa vie n'y soit pas conforme, il y fait allégeance en reconnaissant sa suprématie, le reste relève de sa vie privée »<sup>127</sup>.

L'Inde représente un exemple particulier d'exploitation du critère religieux pour la construction d'un populisme ethno-nationaliste. Lorsque Narendra Modi engage sa stratégie de conquête du pouvoir, l'Inde connaît une tradition d'affrontement religieux, qui avait conduit à la partition de 1947 avec le Pakistan. Depuis les années 1920, des idéologues de Bombay « ont inventé une nouvelle identité nationaliste, l'Hindurva. D'après eux, l'Inde s'incarne dans sa majorité hindoue, issue du peuple originel de ce pays, tandis que les musulmans et les chrétiens sont des pièces rapportées requises de prêter allégeance à la culture dominante »<sup>128</sup> Héritier des conceptions de Gandhi, le Parti du Congrès avait cherché à dépasser ce clivage, mais il incarnait une suprématie d'une élite éduquée, par ailleurs corrompue. Pour Modi, s'ouvrait alors un boulevard de mobilisation de l'hindouisme pour cristalliser le rejet du Congrès et imposer un régime « libéré du Congrès », mais aussi de toute forme de pluralisme. ». En bon populiste, Modi était pourtant proche des milieux d'affaires », et sa revendication d'engager l'Inde sur « une troisième voie » entre capitalisme et socialisme ne dépasse guère l'argument de communication.

La perception d'une adhésion au populisme répondant à une dégradation de la situation économique doit ainsi être relativisée par rapport à une menace symbolique. L'explication en termes d'appauvrissement dans un contexte fortement inégalitaire -*economic have-not*- pour Inglehart et Norris- doit faire une place au contrecoup culturel à l'égard d'un changement des valeurs -*cultural backlash*- selon ces auteurs.<sup>129</sup> C'est « une menace sur le statut [socio-culturel], et non les difficultés économiques, qui expliquent le vote présidentiel

---

<sup>127</sup> Yann Raison du Cleuziou, *art. cité*, p. 89.

<sup>128</sup> Christophe Jaffrelot, « Narendra Modi ou la variante hindoue du national-populisme », *Outre-Terre*, 2018, n° 54-55, p.44.

<sup>129</sup> Ronald Inglehart et Pippa Norris, *Trump, Brexit and the rise of Populism, Economic have-not and cultural backlash*, Harvard Kennedy School Working Paper, RWP16-2016.

de 2016 [aux Etats-Unis]»<sup>130</sup>. Dans le même sens, il ressort d'une étude très détaillée des opinions et attitudes de la classe laborieuse blanche, que, à côté de l'identification au Parti Républicain, les deux opinions expliquant le plus un soutien à Donald Trump étaient la crainte d'un déclassement culturel, ce sentiment de 'se sentir étranger dans son pays' et le soutien à l'expulsion des immigrants clandestins. En revanche, en 2016, les ouvriers en situation de pauvreté soutenaient majoritairement Hilary Clinton.<sup>131</sup>

En effet, de nature subjective, le sentiment de déclassement résulte d'une perception comparative. Ainsi, notent Noam Gidron et Peter Hall, « en principe, l'amélioration de la condition féminine ne devrait contribuer en rien à dégrader le statut social des hommes. Cependant, le statut social est perçu comme un rang dans un classement [...] et, selon des chercheurs, le statut social subjectif de beaucoup d'hommes dépend de leur croyance d'être socialement supérieurs aux femmes. Ce sentiment est particulièrement ressenti par les hommes qui n'ont pas d'autres source de statut social ». De fait, un tiers des américains de revenu modeste approuvent l'idée selon laquelle « avec la montée du rôle des femmes dans la société, les hommes ne retrouvent plus leur place »<sup>132</sup>. On trouve là une autre source de ressentiment que certains discours populistes ne manquent pas d'exploiter.

La réaction culturelle identitaire se nourrit aussi du rejet du 'politiquement correct' perçu comme une limitation de la liberté d'expression. Des psychologues ont analysé le mécanisme conduisant à un possible renversement de l'effet des normes de communication visant à la régulation du discours. Leur travail mérite de retenir l'attention. Il met en évidence « deux effets négatifs de la norme imposée :

1-une 'réaction émotionnelle'. La liberté de choix est un bien psychologique apprécié, et donc nous dévions fréquemment des attentes des autres -à la fois dans nos croyances et dans nos actions- dans le but de réaffirmer notre droit de

---

<sup>130</sup> Diana C. Mutz, "Status threat, not economic hardship, explains the 2016 presidential vote", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115 (19), 2018, p. E4330.

<sup>131</sup> Robert P. Jones, Daniel Cox et Rachel Liensch, *Beyond Economics, Fears of Cultural Displacement Pushed the White Working Class to Trump*, PRRI -Public Religion Research Institute-The Atlantic Report, 2017.

<sup>132</sup> Noam Gidron and Peter A. Hall, "The politics of social status: economic and cultural roots of the populist right", *The British Journal of Sociology*, novembre 2017, p. 10.

choisir. Ce sentiment peut être inhibé dans le court terme pour éviter l'inconvénient d'une sanction publique, mais dans le long terme, toute raison (telle qu'un candidat à la popularité surprenante) de l'exprimer peut le faire ressortir ;

2-*'une contamination informationnelle'* : Une norme lourde ne produit pas seulement une forte réponse émotionnelle – il mine aussi la valeur informationnelle de tout consensus qui se dégagerait en conduisant les observateurs à attribuer le consensus à la coercition induite par la norme plutôt qu'à l'information potentielle apportée par l'observation »<sup>133</sup>. On retrouve cette idée mobilisée, bien que formulée de manière moins précise, comme justificatif, voire comme alibi, dans nombre de discours populistes. Elle rejoint la perméabilité de ce discours aux théories du complot.

Le recours à des affirmations relevant de la théorie du complot est une caractéristique fréquente de l'argumentaire des mouvements comme des leaders de ce courant. Un travail approfondi a permis de mesurer les relations existant entre des caractéristiques centrales du sentiment populiste et une série d'indicateurs de l'adhésion à la théorie des complots<sup>134</sup>. Les auteurs font l'hypothèse que la posture populiste, évaluée globalement ou par la défiance à l'égard des élites, est liée à trois types de croyances relatives à l'activité gouvernementale : la 'malfaisance du gouvernement', supposé se livrer à des activités criminelles secrètes au détriment du peuple ; l'existence de 'conspirations globales malveillantes', menées par des élites mondialisées ; et un contrôle de l'information, opéré par des organisations, gouvernementales ou non, pour la cacher au public. Deux types d'opinions, moins liées à une perception politique étaient également introduites dans l'analyse : le sentiment de bien-être personnel et la croyance aux OVNI. Sans entrer dans les détails de la recherche, on relève qu'une étude statistique menée sur un échantillon de ménages américains corrobore une relation significative entre la croyance en une 'malfaisance du gouvernement' et en 'l'existence de conspirations globales malveillantes' avec l'attitude populiste et la défiance à l'égard du gouvernement.

---

<sup>133</sup> Lucian G. Conway, Meredith A. Repke, Shannon C. Houck, "Donald Trump as a Cultural Revolt Against Perceived Communication Restriction: Priming Political Correctness Norms Causes More Trump Support", *Journal of Social and Political Psychology*, 2017, vol. 5 (1), p. 246.

<sup>134</sup> Bruno Castanho Silva, Frederico Vegetti et Levente Littvay, "The Elite is Up: Exploring the relation between Populism and Belief in Conspiracy Theories", *Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft/ Swiss Political Science Review*, 2017, vol. 23(4), 2017, pp. 423-443.

On notera, au passage, que des dirigeants, voire des gouvernements, ne se privent parfois pas de jouer de ce registre à l'attention de leur population ou de l'opinion internationale.

### ***Donald Trump, un populiste paradoxal, nouveau parangon du NaCA ?***

Pour de nombreux observateurs, l'attention portée à l'élection présidentielle de novembre 2020 attestait de la conscience d'un enjeu dépassant les conséquences habituelles de l'alternance dans un système bipartisan. La campagne était l'occasion d'une prise de conscience de l'engagement de Donald Trump dans la voie de l'instauration du populisme comme norme durable de la politique américaine. Le discours d'investiture du 17 janvier 2017 ne laissait pas de doute sur l'allégeance du nouveau président : « La cérémonie d'aujourd'hui revêt un sens très particulier. Parce qu'aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une simple passation de pouvoir entre deux gouvernements ou entre deux partis. Il s'agit d'une passation du pouvoir qui part de Washington et qui vous est rendu à vous, le peuple ». On pouvait se demander en quoi la politique américaine en serait affectée. En tout état de cause, cette élection marquait un succès majeur du courant populiste, que Viktor Orban saluait en ces termes : « La non-démocratie libérale, c'est terminé. Quelle journée ! Quelle journée ! »<sup>135</sup>.

Caractéristique du populisme occidental, le programme de Trump en 2016 comportait de nombreux éléments relevant de la logique d'un régime de NaCA. Sur le plan des valeurs, il rompait avec la tradition internationaliste de la politique américaine. Même un réaliste de fait comme Henry Kissinger plaçait la diplomatie américaine au service d'une vision normative des relations internationales, en opposition à une tradition européenne présentée comme relevant d'un réalisme cynique. Les relations de Trump avec les médias et l'institution judiciaire traduisaient pour le moins une aspiration à alléger le contrôle exercé par ces contre-pouvoirs dans les démocraties occidentales.

Levitski et Ziblatt, dans leur ouvrage sur la mort des démocraties, considéraient que « sur plusieurs points, Trump s'est conformé au scénario

---

<sup>135</sup> Cité par Jacques Rupnik, "La démocratie illibérale en Europe centrale", *Esprit*, juin 2017, p. 69.

électoral autoritaire au cours de sa première année de mandat. Il a tenté de s'emparer des arbitres, de marginaliser les principaux acteurs susceptibles de le gêner et de modifier les règles du jeu en sa faveur [...] Ainsi a-t-il plusieurs fois heurté les garde-fous, tel un chauffard, mais il ne les a pas enfoncés. [...] La ligne rouge de l'autoritarisme n'a pas été franchie »<sup>136</sup>. Ces propos sont bien datés. Dénonçant avec application un *deep state* à l'influence occulte, il s'est attaché à réduire ou pervertir les institutions garantes de l'équilibre des pouvoirs, rejoignant la volonté exprimée par le premier ministre polonais Kaczynski de sortir de 'l'impossibilisme légal'.<sup>137</sup>

Surtout, l'attitude de Trump à l'annonce par les médias, sur la base des résultats disponibles, de l'élection de Biden a montré l'étendue de son souhait de s'affranchir des règles de fonctionnement d'une démocratie. Elle est venue étayer la préoccupation exprimée par Levitski et Way : « L'émergence de stratégies autoritaires plus subtiles et plus sophistiquées, qu'accompagne l'évolution de discours nationalistes et populistes capables de construire un soutien majoritaire pour ces pratiques, est une source majeure d'inquiétude »<sup>138</sup>. En effet, le cas traditionnel de démocraties renversées par un coup d'État a fréquemment fait place le scénario d'un dévoiement du processus électif. « Il y a une autre manière de briser la démocratie, moins impressionnante, mais tout aussi destructrice. Les démocraties meurent également entre les mains, non de généraux, mais de dirigeants élus, des présidents ou des premiers ministres qui corrompent le processus même qui les a portés au pouvoir »<sup>139</sup>. Symboliquement, la relation privilégiée de Trump avec les principaux dictateurs de la planète révèle de sa part une attraction pour l'exercice autoritaire du pouvoir.<sup>140</sup> Malgré cette sympathie, Donald Trump restait le président d'une démocratie, certes malade, mais étayée par des institutions reconnues et ancrée dans une longue pratique. L'échec des tentatives du président vaincu dans les

---

<sup>136</sup> Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *La mort des démocraties*, Calmann Levy, Paris, 2019, p. 268.

<sup>137</sup> Krastev et Holmes, *Le moment illibéral*, p. 109.

<sup>138</sup> S. Levitsky and L. Way, "The New Competitive Authoritarianism", *Journal of Democracy*, vol. 31 (1), January 2020, p. 63.

<sup>139</sup> Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *op. cité*, pp. 9-10.

<sup>140</sup> Cf. Par exemple Jay Nordlinger, "Trump and dictators", *National Review*, October 20, 2020.

urnes pour introduire un niveau de doute suffisant pour déstabiliser le processus de transmission du pouvoir est venu attester de la résilience de la démocratie américaine. En particulier, l'institution judiciaire s'est révélée assez indépendante pour constater l'absence de fondements suffisants aux contestations, sans que l'on puisse être assuré de l'attitude qui aurait été celle de la Cour Suprême au cas où des juridictions locales auraient pris des décisions divergentes.

Selon l'heureuse expression de Michael Kazin, « Donald Trump est un populiste improbable ». En effet, héritier de sa fortune, il fait étalage de sa richesse, et a mis en œuvre un programme de réduction des taux d'imposition des ultra-riches comme lui.<sup>141</sup> L'étonnant est que Trump ait pu conserver dans la durée le soutien d'ouvriers et d'agriculteurs défavorisés, alors que les avantages réellement acquis pour ses supporteurs populaires restaient très incertains. On retrouve là une autre caractéristique du personnage, son charisme paradoxal, illustration du 'culte du chef' à l'œuvre dans les mouvements populistes comme dans les régimes de NaCA installés.

Andrea Schneider rend compte de ce paradoxe qui voit Trump incarner le « superhéros populiste, une version du leader charismatique pour le XXI<sup>ème</sup> siècle »<sup>142</sup>. Elle rejoint en cela l'analyse de Benjamin Moffit : « Le leader est considéré comme un artiste, le peuple comme le public, et la crise et les médias comme la scène sur laquelle se joue le populisme »<sup>143</sup>, et « ainsi, c'est le passé de Donald Trump en tant qu'animateur dans le business de Washington, dans les concours de beauté et surtout dans le jeu télévisé de NBC *the Apprentice* qui donne au populiste sa crédibilité et son authenticité. »<sup>144</sup>

Une allégeance de cette nature est peu sensible aux arguments rationnels. Alors que la conception traditionnelle d'un leader charismatique suggère un déclin du soutien pour ce leader si sa politique a des effets négatifs pour le bien être des gens. « Le concept d'un superhéros populiste, en revanche, permet

---

<sup>141</sup> Michael Kazin, "Donald Trump et le populisme américain", *Esprit*, mai 2017, p.42.

<sup>142</sup> Andrea Schneider, "Populist Leadership: The Superhero Donald Trump as Savior in Times of Crisis", *Political Studies*, 2020, vol. 68(4), pp. 857-874.

<sup>143</sup> Benjamin Moffit, *The global rise of populism: Performance, Political Style, and Representation*, Stanford University Press, 2016, p.5.

<sup>144</sup> Schneider, *art. cité*, p. 865.

d'expliquer la déconnexion entre les effets négatifs des politiques de Trump sur ses électeurs fermiers et leur soutien indéfectible qu'ils lui apportent »<sup>145</sup>. On peut s'étonner aussi que les outrances même du leader n'aient pas nui à son statut d'homme providentiel. Oliver et Rahn ont proposé une grille d'analyse de ce paradoxe supplémentaire en établissant que « ce style politique transgressif indique au peuple que l'homme politique populiste se donnera beaucoup de mal pour protéger ses intérêts, même s'il doit pour cela plier ou enfreindre les règles »<sup>146</sup>. Il s'agit de forger « une identité commune et un sentiment de destin lié émergent d'un attachement partagé à l'homme politique populiste plutôt que d'un attachement interpersonnel à des membres individuels du groupe ». On retrouve à nouveau un mécanisme de légitimation utilisé par les dirigeants des pays de NaCA avéré.

L'important pour notre propos est que ce parangon du populisme soit aussi un révélateur de la montée du NaCA, en illustrant le découplage du capitalisme d'avec la démocratie libérale, en contestant ses institutions juridiques, en recourant aux pratiques du *Crony capitalism*, mais aussi en déstabilisant l'ordre commercial international.

Un éditorialiste de USA Today écrivait en janvier 2020 : « le modèle de Trump pour l'Amérique est un capitalisme corrompu, autocratique et de copinage -*crony*, comme en Russie »<sup>147</sup>. En octobre, c'est l'économiste Anne Krueger, ancienne directrice du FMI, qui s'associait à ce constat : « Sous Trump, les États-Unis ont commencé à incarner le capitalisme de copinage, dans lequel les dirigeants politiques accordent des avantages et une protection aux entreprises en échange d'un acquiescement politique et de faveurs économiques »<sup>148</sup>.

Une autre transgression par rapport au modèle de capitalisme libéral devait pourtant poser problème à certains bénéficiaires des largesses pro-

---

<sup>145</sup> Schneiker, *art. cité*, p. 869.

<sup>146</sup> J.Eric Oliver et Wendy M. Rahn, "Rise of the Trumpenvolk: Populism in the 2016 election", *Annals of American Political and Social Sciences*, n°667, septembre 2016, p.191.

<sup>147</sup> Steven Strauss, USAtoday, document en ligne consulté le 18/11/2020, à l'adresse <https://eu.usatoday.com/story/opinion/2020/01/10/trump-brings-russia-style-corruption-to-america-column/2824578001/>

<sup>148</sup> Anne O. Krueger, "Trump's Crony Capitalism", *project-syndicate.org*, 21 octobre 2020.

business de Donald Trump. La réorientation opérée au service des seuls intérêts américains a concrétisé une rupture d'avec une dimension essentielle du capitalisme libéral, attaché à une économie mondiale ouverte, soumise à la régulation limitée exercée par des instances multilatérales.

La remise en cause des accords commerciaux internationaux a marqué la rupture de l'administration Trump d'avec le libéralisme multilatéral, avec un succès varié. Elle marquait sur le plan international un manque de respect d'un État de droit qui restait bridé sur le plan interne<sup>149</sup>. Le blocage de l'*Appellate Body*, organe d'appel de l'OMC, marquait ainsi le refus d'une procédure de résolution des conflits par une instance internationale. Dans la recherche d'accords bilatéraux plus favorables, Trump n'a pas hésité à s'engager dans des guerres commerciales, dont il vantait ainsi les mérites en twittant le 2 mars 2018 « *trade wars are good, and easy to win* »<sup>150</sup>. Avec l'importance des mesures de rétorsions prises par la Chine et les autres partenaires commerciaux visés, la suite allait montrer l'optimisme excessif de cette déclaration.

Cette remise en cause du libre-échange a d'ailleurs pesé dans les relations de Trump avec la 'ploutocratie' américaine, qui pouvait trouver son intérêt à des mesures de protection et autres avantages ciblés mais s'inquiétait d'une remise en cause d'un ordre international libéral. Dans un premier temps, les observateurs considéraient que le nouveau président, trop dépendant de son soutien financier par les milieux d'affaires, ne pourrait appliquer son programme populiste<sup>151</sup>. Comme d'autres organismes relais des financements politiques par les grands bailleurs de fonds, la fondation *American for Prosperity*, « coopère activement avec des groupes de droite armés, de droite chrétienne, et même des groupes de restriction de l'immigration, en matière d'élections et de campagnes ciblées. Sur une base ad-hoc, l'AFP se joint à des alliances typiquement conservatrices. Mais l'AFP elle-même garde son action centrée sur les priorités économiques et politiques du réseau Koch »<sup>152</sup>.

---

<sup>149</sup> Joseph E. Stiglitz, "Trump and Globalization", *Journal of Policy Modeling*, vol 40 (3), 2020, p. 520.

<sup>150</sup> Gavyn Davies, "Donald Trump's Trade Wars have not been 'easy to win'", *Financial Times*, Opinion Global Economy, 19 janvier 2020.

<sup>151</sup> Paul Pierson, "American Hybrid: Donald Trump and the strange merger of populism and plutocracy", *The British Journal of Sociology*, 2017, vol. 68 (S1), p. 106.

Parfois considéré comme le plus puissant, le réseau des frères Koch a certes contribué à l'élection de Trump, mais plutôt en finançant la radicalisation du parti républicain que par un soutien direct à son candidat.<sup>153</sup> La relation des frères Charles et David Koch avec Trump allait se dégrader. La fidélité, peut-être inattendue par ses sponsors, du président à son orientation populiste, devait en effet conduire à un froid en 2018 quand David Koch dénonçait « cette mentalité protectionniste [qui] a détruit d'innombrables entreprises », pour se voir rétorquer, sur twitter évidemment, « les frères Koch, mondialistes, qui sont devenus une véritable plaisanterie dans les vrais cercles républicains, sont contre des frontières fortes et un commerce puissant. Je n'ai jamais cherché leur soutien parce que je n'ai pas besoin de leur argent ou de leurs mauvaises idées »<sup>154</sup>. On connaît la suite : malgré ses cadeaux au grand business, Trump ne devait pas lever plus de fonds que Biden pour sa campagne de 2020.<sup>155</sup>

Au-delà de l'épisode, nous voyons là à l'œuvre la confrontation d'un capitalisme, certes radical, mais ouvert à un ordre mondial libéral et d'une orientation typique du NaCA, tournée vers une confrontation commerciale régulée dans le cadre de relations inter-étatiques bilatérales.

Sans préjuger de l'héritage politique de la présidence Trump, pour un temps du moins son échec électoral du 3 novembre va interrompre l'instrumentalisation de la politique américaine au service d'un populisme préfigurant le ralliement à un national-capitalisme autoritaire.

---

<sup>152</sup> Theda Skopol and Alexander Hertel-Fernandez, "The Koch Network and Republican Party Extremism", *Perspectives on Politics*, septembre 2016, vol. 41(3), p. 681.

<sup>153</sup> Lee Fang, "Koch's Most Significant Legacy is the Election of Donald Trump", *theintercept.com*, 26 août 2019.

<sup>154</sup> Alex Lockie, "Trump launches attack on 'globalist' Koch brothers after the GOP megadonors turn on the party", en ligne sur *businessinsider.fr*, 31/07/2018, consulté le 16/11/2020.

<sup>155</sup> Le parti Démocrate bénéficie du soutien des milieux de la 'nouvelle économie', tandis que la politique protectionniste de Trump lui a aliéné le soutien d'une partie de 'l'ancienne économie'.

## Conclusion

Alors que l'on ne compte plus les études consacrées aux populismes tant par les politologues que dans autres champs des sciences sociales, cet article invite à élargir la problématique et à approfondir la réflexion en suggérant que les populismes occidentaux contemporains partagent avec les capitalismes autoritaires un modèle de référence, qualifié de National-Capitalisme Autoritaire, réalisé dans certains pays, dont en particulier la Chine, en perspective dans les expériences populistes d'accès, de partage ou d'aspiration au pouvoir. Les deux défis, interne et externe, auxquels est aujourd'hui confrontée la démocratie libérale relèvent alors d'une même logique alternative aux principes fondateurs de ce régime, en matière politique, de liberté et pluralisme politique, sur le plan économique d'un capitalisme libéral et ouvert à une régulation multilatérale des échanges internationaux.

Cette logique alternative, à l'œuvre dans des NaCA institués, comme en Chine, en Russie et, sans doute en Turquie, ou sous des gouvernements populistes comme en Hongrie ou au Brésil, se caractérise par un découplage du capitalisme et de la démocratie. Elle répond à un sentiment de déclassement ressenti au niveau national ou de groupes sociaux qui voient leur statut économique, et surtout culturel, menacé ou compromis. Elle est un facteur majeur du recul de la démocratie à l'œuvre, sous des modalités diverses, depuis les années 1990.

Dans ces conditions, la perspective de voir la Chine accéder au rang de première puissance économique du monde, attestant du succès d'un modèle alternatif de capitalisme autoritaire et nationaliste, conforte la menace que constitue la montée de mouvements populistes contestant les principes et le fonctionnement des démocraties pluralistes de type occidental. La confrontation ainsi engagée présente un enjeu majeur pour l'avenir de la démocratie au XXI<sup>ème</sup> siècle. On ne saurait donc sous-estimer l'enjeu que comporte l'approfondissement de l'analyse proposée, pour mieux cerner les facteurs d'efficacité comparée des modèles qui s'affrontent ainsi que les conditions de leur coexistence et de leur pérennité. Identifier leurs sources de vulnérabilité et de résilience, leur capacité d'adaptation et la possibilité de voir émerger des modèles hybrides, ne sont que quelques-uns des sujets auxquels devra s'attacher

un programme de recherche ouvert par la problématique initiée par le présent travail.

\*\*\*